

*l'Anti*capitaliste

n°460 | 24 janvier 2019 — 1,20 €

l'hebdomadaire du NPA ~ www.NPA2009.org

REFUSER LE "GRAND DÉBAT"



TOUTES ET TOUS ENSEMBLE

CONTINUER
LE COMBAT!

Dossier

UNION EUROPÉENNE
EN CRISE...

Pages 6 et 7

ÉDITO

Macron le Versaillais
Page 2

PREMIER PLAN

Précaires parmi les précaires :
les Gilets jaunes sur des
épaules de femmes
Page 2



ACTU INTERNATIONALE

Grèce : grandes manœuvres
politiciennes sur fond de menaces
nationalistes Page 5

LIBRE EXPRESSION

Entretien avec l'économiste
marxiste Mylène Gaulard sur
le Brésil Page 12



Par JULIEN SALINGUE

Macron le Versaillais

Emmanuel Macron a décidé un sens du timing bien à lui. Alors que la contestation de ses politiques au service des riches ne faiblit pas, il a ainsi fait le choix d'organiser, le 21 janvier, la deuxième édition du grand raout « Choose France », en compagnie de 120 patrons de multinationales et d'une trentaine de chefs d'entreprises françaises. Un « sommet » organisé, tout un symbole, dans les salons feutrés et sous les dorures du château de Versailles, sous forte protection policière et à l'abri des regards de la plèbe des Gilets jaunes.

Sens du timing toujours lorsque la présidence, pour vanter les mérites des multinationales qui font le choix d'investir en France, publie le 21 janvier au soir, sur le compte Twitter de l'Élysée, une interview de Sébastien Missoffe, directeur général de Google France. Le même jour, la Commission nationale de l'informatique et des libertés venait d'infliger une amende de 50 millions d'euros à Google, coupable de ne pas informer clairement ses utilisateurs sur l'exploitation de leurs données personnelles. Et l'on n'évoquera pas ici les informations publiées au début du mois de janvier par lesquelles on apprenait que Google a déplacé artificiellement, au cours de l'année 2017, 19,9 milliards d'euros de profits vers un paradis fiscal, les Bermudes. Sens du timing enfin avec la concomitance entre cette petite sauterie pour ultra-riches et la publication d'un rapport d'Oxfam établissant que les 26 plus grandes fortunes de la planète – dont certaines étaient présentes ou représentées à Versailles – possèdent désormais autant que la moitié de l'humanité, soit un niveau d'inégalités jamais atteint. Comme le souligne le rapport de l'ONG, le budget de la santé de l'Éthiopie représente ainsi 1% de la fortune de l'homme le plus riche du monde, Jeff Bezos, patron d'Amazon...

C'est plus fort que lui. Le président des riches ne peut s'empêcher de se poser en premier de sa classe, quitte à multiplier les provocations et alimenter la colère qu'il prétend vouloir canaliser par l'écran de fumée du « Grand débat ». Faire les yeux doux aux plus riches tout en n'affichant que mépris pour les plus modestes : les postures de Macron sont à l'image de sa politique, et elles ont largement contribué à nourrir la colère qui s'exprime depuis deux mois au travers du mouvement des Gilets jaunes. Ainsi, alors que l'édifice de la start-up nation vacille, le Versaillais Macron continue d'afficher sa satisfaction et son arrogance de classe. Mais gare à la revanche, quand touTEs les pauvres s'y mettront.

À la Une

Refuser le « Grand débat ». TouTEs ensemble, continuer le combat

Le Grand blabla ne vient pas à bout de la mobilisation. Alors que les premiers actes des marionnettistes du dit « grand débat » se déroulent sous le feu des médias qui diffusent en boucle les images de Macron en bras de chemise, la couverture des mobilisations des Gilets jaunes décroît en proportion...

Samedi dernier, le ministère de Castaner a compté très exactement le même nombre de manifestantEs qu'une semaine plus tôt. Un hasard total ?

Du blabla sous protection policière

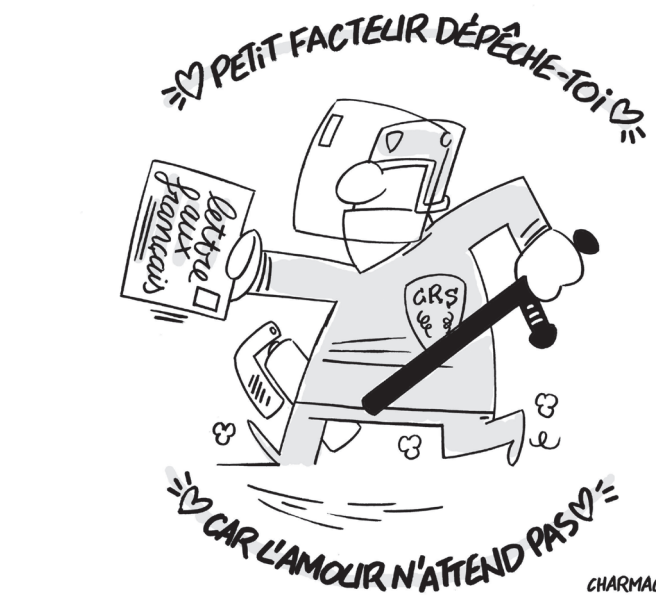
Pour le pouvoir, il est évidemment difficile de prétendre que les manifestations sont affaiblies, alors que toutes celles et ceux qui y participent se voient plus nombreux. Le gouvernement pratique donc la pédagogie de l'auto-suggestion pour convaincre que les cadres du débat sont en train de devenir le réceptacle des revendications des Gilets jaunes.

La mascarade de zones disproportionnées en état d'urgence policière (jusqu'à y interdire l'alcool !) pour « protéger » la réunion de quelques centaines de maires (lire page 4), leurs interventions triées sur le volet par les préfets pour illusionner sur la maîtrise par Macron des sujets qui « préoccupent » les édiles... tout cela fait pour le moment un flop. Ne sont dupes que celles et ceux qui ont vraiment envie d'être dupés, et qui s'en font complaisamment les relais politiques et médiatiques. Mais cela ne fait pas tant que cela, au vu de la faible affluence aux réunions organisées par de zélés représentants de l'État ou de partis qui endossent le rôle.

Ce qui est sûr, c'est que même lorsque les Gilets jaunes et leurs soutiens veulent intervenir dans ces cadres, il leur faut parfois entrer en force comme cela a été le cas vendredi 18 janvier à Besançon lors d'une réunion organisée par le député LREM... qui avait pourtant pris toutes ses précautions : un dispositif de vigiles pour préserver l'entre-soi. Raté !

Débattre pour construire la mobilisation

Les Gilets jaunes ne sont pas prêts à lâcher la rue conquise au prix de



dizaines de blessés et de mutilés, ni à renoncer à cet espace de liberté et d'échanges qu'ils et elles ont construit : sur les ronds-points, dans les manif, et pour un moins grand nombre à cette étape dans les assemblées générales. À l'ordre du jour, les débats sur la stratégie du mouvement qui se mènent partout, mais avec des réponses partielles et à cette heure sans coordination. CertainEs y répondent en cherchant à relancer des occupations de ronds-points. D'autres par l'organisation d'actions ponctuelles devant des lieux économiques (banques) ou sur des questions qui taraudent comme la répression de l'État et de sa police. D'autres encore en cherchant des alliés : du côté de mobilisations encore en construction ou des organisations – syndicats ou associations (comme les appels de femmes Gilets jaunes). Ainsi, un des points positifs des manifestations dans de nombreuses villes est l'apparition ou l'affichage de groupes de syndicalistes ou d'autres groupes, par exemple d'enseignantEs issus des Stylos rouges et/ou des AG cherchant à impulser des luttes contre les réformes

dans l'éducation. De ce point de vue, le rendez-vous des 26 et 27 janvier à l'appel de Commercy peut être une première occasion d'échanger et de coordonner ces initiatives tâtonnantes. Le point le plus sombre du week-end est un certain renforcement, une plus forte visibilité de personnes de droite extrême, voire d'extrême droite dans une série de manifestations. Il y a urgence à construire des perspectives politiques au sens large. De ce point de vue, la question est de savoir si des mouvements issus du monde du travail et des milieux populaires seront capables d'apparaître comme des alliances utiles contre Macron et son gouvernement au service des patrons. Et cette question se double d'une deuxième : dans quelles conditions des secteurs du monde du travail vont-ils réussir à impulser des mobilisations en se dégageant de la stratégie perdante des organisations syndicales ?

Arrêter la stratégie perdante, s'y mettre touTEs ensemble !

Les confédérations et fédérations s'auto-alimentent dans une stratégie

d'émiettement des mobilisations : les fédérations syndicales appellent dans des cadres unitaires à géométrie variable secteur par secteur : la psychiatrie le mardi 22 janvier, l'Éducation nationale (et encore, pas l'ensemble du secteur !) le jeudi 24 janvier, les services publics les autres jours (puisqu'un préavis les couvre). Si chaque secteur a effectivement des revendications spécifiques, la question de l'augmentation des salaires concerne l'ensemble des salariéEs et au-delà, l'augmentation des revenus (pensions de retraite, allocations) l'ensemble du monde du travail. Les attaques contre les services publics concernent touTEs les salariéEs y travaillant, fonctionnaires, CDI ou vacataires, mais aussi touTEs les usagerEs...

La CGT a planté dans le paysage une date de grève interprofessionnelle le mardi 5 février... Une date éloignée et décidée sans concertation. Du coup, même Solidaires ne reprend pas cet appel. Construire la solidarité avec les mobilisations des Gilets jaunes qui portent pourtant des revendications convergentes (en tant qu'usagerEs des services publics), voire identiques (en tant que salariéEs, certes souvent non syndiquéEs), ne semble pas être le souci des directions syndicales qui cherchent à éviter l'affrontement avec le gouvernement et le patronat. Du coup, de nouveaux cadres de mobilisation tentent de s'organiser : les Stylos rouges, des AG d'établissements mobilisés dans l'éducation, des coordinations dans la psychiatrie... pour beaucoup sous l'impulsion de militantEs syndicaux qui ne veulent pas rester l'arme au pied.

TouTEs sont revigorés par ces Gilets jaunes qui font souffler un vent de contestation et démontrent, semaine après semaine, leur détermination et leur capacité à affronter ce gouvernement : dans la rue mais aussi sur le terrain politique en refusant les cadres institutionnels de « débats » dans lesquels ce pouvoir cherche à les engluier. C'est touTEs ensemble qu'il faut maintenant y aller !

Cathy Billard

PRÉCAIRES PARMi LES PRÉCAIRES

Les Gilets jaunes sur des épaules de femmes

Une des particularités remarquées du mouvement des Gilets jaunes (GJ) est sa forte féminisation. Retour sur un phénomène qui rappelle, à qui l'avait oublié, l'importance des questions féministes et leur lien essentiel avec la lutte de classe.

D'emblée, nous devons relever deux choses : – Il n'y a sans doute pas plus de femmes mobilisées dans les GJ qu'il n'y en a eu dans les autres grandes luttes touchant à nos conditions de travail et de vie, mais en partie du fait que ce mouvement émerge en dehors des cadres et des représentations traditionnelles du mouvement ouvrier, leur présence et

leur rôle central sont aujourd'hui largement reconnus. Certains s'étonnent d'y trouver autant de femmes – nous nous étonnons qu'il ait fallu attendre autant pour qu'ils arrivent enfin à les voir ; – Les femmes commencent à s'organiser en tant que femmes dans ce mouvement. Ainsi les cortèges femmes GJ dans les manifestations du samedi, puis les manifestations en propre des femmes GJ, sont de leur propre initiative.

De la même façon que ce mouvement pose les conditions d'un formidable développement de la conscience de classe, il pose aussi celles d'un développement à très large échelle de la conscience féministe.

Quand précarité rime avec féminité

Mères seules, femmes au foyer, temps partiels imposés, infériorité des salaires, retraites misérables... Il suffit de demander à une GJ pourquoi elle bloque son rond-point ou pourquoi elle manifeste pour entendre parler des particularités de ses conditions de vie et de travail de femme. Le constat d'être les précaires des précaires dans l'organisation de la vie sociale est largement partagé. De plus, beaucoup d'entre elles font directement le lien entre la précarité et l'exposition aux violences. Certes, les violences contre les femmes existent dans toutes les

classes sociales, mais il est d'autant plus difficile de quitter un foyer violent quand on n'est pas autonome financièrement. D'ailleurs, personne n'a été dupe du vernis féministe dont Macron a tenté de se parer lors de son premier discours de réaction aux GJ, tentant d'opposer les vraies victimes (« les femmes de courage ») aux vrais coupables : les GJ violents.

Des « femmes en lutte » au féminisme

Ces expériences accumulées de manifestations et de cortèges de femmes amènent aujourd'hui à de nouvelles étapes dans la structuration des femmes GJ qui posent avec acuité la nécessité de passer d'un mouvement des femmes à un mouvement féministe.

La présence de l'extrême droite, y compris chez les femmes gilets jaunes, en particulier dans la manifestation

BIEN DIT

« J'observe que les forces de l'ordre visent de plus en plus les journalistes, empêchent les secouristes volontaires d'agir, et cassent volontiers des téléphones portables de personnes qui filment, comme dans une volonté d'empêcher toute documentation des événements. »

DAVID DUFRESNE (journaliste documentant les violences policières), lemonde.fr, 16 janvier 2019.

Un monde à changer

BERLIN, 15 JANVIER 1919. ILS ONT ASSASSINÉ KARL ET ROSA!

Rosa Luxemburg et Karl Liebknecht étaient des dirigeants socialistes qui, contrairement à la majorité des sociaux-démocrates, avaient refusé en 1914 le soutien à la guerre, et impulsé la construction de la Ligue Spartakus. Lorsque la révolution balaye le régime impérial en novembre 1918, ils cherchent à centraliser les conseils d'ouvriers et de soldats pour qu'ils prennent le pouvoir. Mais c'était sans compter sur la force de la bourgeoisie, de l'État et de la social-démocratie. Le socialiste Ebert (qui avait soutenu la guerre) est nommé chancelier d'un gouvernement provisoire. Et les sociaux-démocrates sont majoritaires au congrès des conseils d'ouvriers et de soldats allemands qui se tient entre le 16 et le 20 décembre (les spartakistes ont 10 délégués sur 489), qui se prononce pour l'élection de l'assemblée constituante le 19 janvier. Cette défaite ne fait pas taire les centaines de milliers d'ouvriers et de soldats décidés à aller jusqu'au bout. Face à eux, le gouvernement crée dès la fin du mois de novembre les «Corps francs», force armée constituée autour d'officiers réactionnaires dont les membres sont mieux payés et nourris que l'armée

régulière, avec une caisse alimentée par les gros propriétaires et les industriels¹. En même temps, il multiplie les provocations contre les partisans des conseils. La dernière d'entre elles, la mise à pied du préfet de police Eichhorn, provoque le 5 janvier une énorme manifestation de centaines de milliers d'ouvriers et de soldats armés. Un comité d'action révolutionnaire est constitué qui décide de renverser le gouvernement. Mais la révolution n'est pas assez forte, seulement 10 000 engagent le combat et le gouvernement n'est pas impuissant : les Corps francs sont plus nombreux et mieux armés. À partir du 10 janvier le socialiste Noske procède à la conquête et au ratissage de Berlin². Des centaines de militantEs sont tabassés, voire assassinés. Karl et Rosa sont arrêtés le 15 janvier et abattus immédiatement. C'est ainsi que disparaît Rosa Luxemburg, une des figures majeures du marxisme révolutionnaire de cette période, qui a écrit, notamment à propos de la Révolution russe, des textes majeurs sur la démocratie.

Patrick Le Moal

1 – Nombre d'entre eux se retrouveront plus tard dans les troupes d'assaut nazies.
2 – Dans les semaines qui suivent, les corps francs vont réduire un à un les foyers révolutionnaires du Reich.

GILETS JAUNES Retour sur la journée du 19 janvier

Angers

3000 personnes à Angers le 19 janvier, malgré l'interdiction du préfet de manifester dans l'hypercentre de la ville et le grand battage médiatique de la presse locale sur les «violences» à prévoir (pourtant jamais constatées à Angers jusque-là). Manifestation très calme avec des mots d'ordre en général très corrects. Identitaires expulsés de la manif dès le point de rassemblement. Quelques incidents en fin de manifestation dus essentiellement au blocage policier et probablement à quelques groupes nantais venus bien équipés (grenades lacrymogènes sur la partie des manifestantEs qui avait réussi à entrer sur la place centrale du centre ville, puis quelques caillassages et des incendies de palettes du chantier du tramway), mais rien de bien grave, même si la préfecture, la mairie et LREM essayent de monter cela en épingle (ainsi qu'un journaliste local, correspondant du *Monde*, dans un article assez hallucinant).

Caen

Entre 2000 et 3000 personnes qui ont de nouveau participé à une «longue marche» : 10 km à passer par des tas d'endroits où les cortèges ne vont jamais. SO structuré, team médic très bien organisée (elle s'est présentée à la dernière AG). On est parti vers le périphérique. Puis, les flics bloquant l'accès à la bretelle, on est repartis sur les voies ferrées



PHOTOTHÈQUE ROUGE / MARTIN NODA

désaffectées. Retour en centre-ville joyeux. On va jusqu'à la gare sans problèmes, étonnés de ne pas avoir de flics en face de nous. Ils nous attendaient au-delà, quand on a voulu franchir l'Orne et rejoindre le centre ville. Tant que les flics n'ont pas gazé, personne n'a mis le feu à des poubelles ou jeté quoi que ce soit. Après affrontements, interpellations (plus que les semaines précédentes)... Opération réussie avec un groupe de profs (diffusion d'un tract annonçant la manif et la grève du 24 janvier, expliquant à grands traits les attaques en cours et soulignant les convergences avec les Gilets jaunes) : nous étions

La journée du samedi 19 janvier, Acte X du mouvement des Gilets jaunes, a confirmé que, malgré le grand spectacle du «Grand débat», la mobilisation ne faiblit pas. Aperçu dans quelques villes. D'autres comptes rendus sur notre site : www.npa2009.org.

au moins 11 à diffier. Cela devrait faciliter une éventuelle jonction à la manif éducation nationale du 24 janvier. Plusieurs GJ ont dit qu'ils viendraient sur un ton qui ne laisse pas trop place au doute.

Dijon

Entre 1500 et 1800 au départ, près de 2500 au centre-ville. Encore très soutenu numériquement. Des Gilets jaunes ont mis en place une boîte à revendications qui seront apportées et discutées à Commercy, le week-end prochain, lors d'une assemblée des assemblées. Des GJ ont apporté des cercueils en l'honneur des manifestantEs morts les semaines précédentes et le cortège est arrivé au centre-ville (place Darcy) où des Mariannes ont allumé une bougie, avec des fleurs. Un hommage a été réalisé à la mémoire des Gilets jaunes décédés. Ensuite, au cours du défilé, des difficultés avec des participants d'extrême droite, qui dans l'ensemble sont plus visibles cette fois-ci. Plus intéressant : la manifestation a pris la direction de la prison en soutien aux quatre Gilets jaunes de Dijon condamnés par la justice, aux cris de «Libérez nos camarades». Long défilé et, avant le retour à la place de départ, une partie s'est dirigée vers la préfecture avec les affrontements

habituels. Il y aurait un blessé et 5 interpellations.

Nîmes

Comme chaque samedi depuis maintenant plus de deux mois, les GJ nîmois et pour partie gardois, se sont retrouvés un peu moins d'un millier aux Costières. Très bonne mobilisation car c'est plus qu'il y a 15 jours, moins bien sûr que la semaine dernière où il s'agissait d'une grande manif régionale. Incontestablement, la mobilisation ne faiblit pas, ce qui est extraordinaire ! À noter que pour partie ce samedi, il y a eu des Gardois en déplacement à Avignon et à Béziers. La détermination est intacte, la déambulation sans déclaration préalable, changeante, un vrai casse-tête pour la police, comme d'habitude et c'est tant mieux. Les casseurs ? Il n'y en a pas, il n'y a que des flics qui provoquent et qui font usage d'une violence intolérable : c'est bien connu la seule violence légale c'est celle des flics, la nôtre légitime en défense des LBD et des gaz, c'est celle des casseurs ben voyons ! Hier ça s'est bien passé car les flics se sont montrés plus discrets et c'est tant mieux. L'AG de jeudi dernier a pris des décisions : retour sur les ronds-points dès lundi 21, réunions des ateliers mardi 22, nouvelle AG jeudi 24...

du 20 janvier, impose de lutter contre les discours essentialistes et ceux qui tentent d'opposer droits des femmes et des autres catégories discriminées. Comme une militante GJ le dit : «*Féministe, pas raciste, pas LGBTI-phobe*». Tout comme au reste des GJ, la question des revendications se pose, et c'est très naturellement que les revendications classiques du mouvement féministe prennent leur place au côté de celles communes à tout le mouvement. L'agenda du mouvement féministe commence à croiser celui des GJ, et l'absurdité de ne pas manifester ensemble se pose de plus en plus. Dimanche dernier à Paris, deux manifs de femmes avaient lieu en plus de celle des femmes GJ... La question se pose d'autant plus que nombre de femmes GJ organisatrices de ces rassemblements se pensent explicitement comme féministes, qu'elles soient organisées ou non.

De la liberté de disposer de son corps à celle de mener sa vie dignement

Si le mouvement des GJ mobilise une partie du prolétariat qui était ces dernières années relativement absente des grandes luttes du mouvement ouvrier, cela ne veut certainement pas dire qu'il ne s'agit pas de lutte des classes. Et s'il mobilise des femmes et minorités de genre relativement absentes du mouvement féministe organisé, cela ne veut certainement pas dire qu'il ne s'agit pas d'une lutte féministe. Bien au contraire, les GJ représentent un des éléments de l'avenir des mouvements ouvriers et féministes à reconstruire. Les femmes organisées sur leurs revendications sont une des avant-gardes des grandes luttes, comme elles le furent dans toutes les révolutions (de 1789 à 1917). Plus proche de nous, on peut citer le mouvement de 1995 précédé



PHOTOTHÈQUE ROUGE / MARTIN NODA

de la grande manif du 25 novembre ou encore... la manif de lancement des GJ se faisant sur fond de la plus grosse manif féministe de ces dernières années. Le 8 mars approche, la grève du travail domestique et salarié aussi,

à nous d'être à la hauteur de nos responsabilités et de la situation : nos corps et nos vies nous appartiennent ! Femmes précaires, femmes en colère, femmes en guerre !
Aurore K., Lisa D. et Louise R.

Le chiffre 109

C'est, d'après le site Checknews (lié à Libération), le nombre de blessés graves parmi les Gilets jaunes et les journalistes depuis le début du mouvement (17 novembre). Parmi ces blessés, 79 l'ont été par des tirs de lanceur de balle de défense (LBD). Au moins 15 victimes ont perdu un œil. Vous avez dit scandale d'État ?



Agenda

Jeudi 24 janvier, manifestation et grève dans l'éducation. À Paris, départ à 14 h de Luxembourg en direction du ministère, RER-B Luxembourg.

Samedi 26 janvier, «Acte XI» des Gilets jaunes.

Samedi 26 et dimanche 27 janvier, Assemblée des assemblées des Gilets jaunes, Commercy (55).

Dimanche 27 janvier, Agora pour le climat, Paris. À 14 h, Place de la République, métro République.

Lundi 28 janvier, PostierEs du 92 «Allons les chercher – Acte II», Paris. À 17 h30, au siège de La Poste, 9, rue du Colonel-Avia, métro Balard (voir article page 9).

Mardi 29 janvier, manifestation «Contre la répression, pour la liberté de manifester», Paris. À 18 h, Place Saint-Michel, métro Saint-Michel.

Jeudi 31 janvier, manifestation des retraitésEs, Paris. À 14 h30, de la Place d'Italie en direction de Bercy, métro Place-d'Italie.

NO COMMENT

«Je n'ai jamais stigmatisé qui que ce soit.»

EMMANUEL MACRON, lors de l'étape du «Grand débat» à Souillac, 18 janvier 2019.

l'Anticapitaliste l'hebdo du NPA

Rédaction :
0148 70 42 27
redaction@npa2009.org

Diffusion :
0148 70 42 31
diffusion.presse@npa2009.org

Administration :
0148 70 42 28
2, rue Richard-Lenoir,
93108 Montreuil Cedex

Numéro ISSN :
2269-3696

Commission paritaire :
0419 P 11508

Société éditrice :
Nouvelle Société de presse, d'audiovisuel et de communication.
SARL au capital de 3500€ (durée 60 ans).

Tirage :
6500 exemplaires

Directeur de publication :
Ross Harrold

Secrétaire de rédaction :
Julien Salingue

Maquette :
Ambre Bragard

Impression :
Rotographie, Montreuil-sous-Bois
Tél. : 0148 70 42 22
Fax : 0148 59 23 28
Mail : rotoimp@wanadoo.fr



RENAULT

Ghosn, victime de sa rapacité

Abattu en plein vol (dans les caisses de Nissan), le rapace Carlos Ghosn était finalement trop grillé pour être sauvé par l'État français. Celui-ci serait en train de lui trouver un remplaçant. Et il négocierait avec le Japon l'avenir du trust Renault-Nissan-Mitsubishi.

Car il n'y a pas de mystère : si les malversations du PDG français ont été soudain dévoilées au Japon, c'est qu'il devait y avoir quelque rifi entre actionnaires, et entre États français et japonais pour le partage des bénéfices. La trop grande gourmandise du patron, prétendument adulé pour avoir « relevé » Nissan en y faisant 21 000 licenciements, a fini par le fragiliser dans ces luttes capitalistiques..



Carlos Ghosn, WIKIMEDIA COMMONS

Le tueur de coûts... coûtait bien cher

Et, même pour l'État français, les détournements et magouilles sont devenus trop visibles : 60 millions d'euros de rémunérations cachées, l'emploi présumé fictif de sa sœur, l'achat et la rénovation par Nissan d'une villa luxueuse à Beyrouth, l'utilisation de fonds de l'entreprise pour couvrir ses pertes spéculatives personnelles et le paiement d'une rémunération de 7 millions d'euros en 2018 par une structure opaque Nissan-Mitsubishi basée en Hollande... Sans oublier la fraude fiscale ici même, puisque Ghosn avait choisi de ne plus être résident fiscal en France depuis 2012... Dans le contexte des « Gilets jaunes », ça commence à faire beaucoup !

« Bien fait pour lui ! »

Les salariéEs des sites Renault qui, au moment de l'arrestation de Ghosn, disaient « Bien fait pour lui ! », se marrent de la suite des déboires du « Cost Killer », chouchou des actionnaires auxquels il avait assuré des milliards d'euros de dividendes et qui se croyait dès lors intouchable.

Ghosn lui-même n'a pas trop de quoi pleurer : bien qu'emprisonné depuis 2 mois, il est toujours payé par Renault. Et voilà que commencerait la négociation de ses « conditions de départ » et du montant de sa retraite. Même un licenciement pour escroquerie, ça va lui rapporter de l'argent !

La place est bonne

Les candidats qui sont, pour l'instant, sur la grille de départ pour prendre sa succession ne valent pas mieux : en pole position, l'actuel PDG de Michelin, Jean-Dominique Sénard, 1500 postes supprimés dans ce groupe en 2017, dont 1000 dans l'usine de Clermont ; juste derrière lui, l'actuel numéro 2 de Toyota, Didier Leroy, qui a annulé pour l'année 2018, à l'usine d'Onnaing (dans le Nord), la « prime de participation » sous prétexte de déficit local, alors que le groupe réalisait un bénéfice record ; plus loin en deuxième ligne, un revenant, Patrick Pelata qui, il y a 8 ans, avait servi de fusible à Ghosn dans une obscure affaire de faux espionnage, révélatrice de la paranoïa du grand patron.

À quand les « gilets Ghosn » ?

Au milieu de tout ce micmac, vont bientôt s'ouvrir les négociations salariales annuelles (NAO). Pas question d'en rester au classique rituel des rencontres « cause toujours » patronat-syndicats. Si le vent de la mobilisation des Gilets jaunes passait la porte des usines, il balaierait des années de résignation. Car l'héritage des années Ghosn (gel des salaires depuis 2013) a laissé assez de carburant à la colère pour entretenir une lutte longue et déterminée !

Correspondant

GRAND DÉBAT

« Dites-moi ce dont vous avez besoin, je vous expliquerai comment vous en passer »

Espérant faire retomber la colère sociale qui s'exprime à travers le mouvement des Gilets jaunes, depuis des mois, Macron a lancé le grand débat national qui ressemble à s'y méprendre à sa campagne présidentielle, avec une bonne dose de mépris et d'arrogance en plus.



One-man-show indécent

Le 15 janvier, Macron a donc démarré son one-man-show à Grand Bourgtheroulde dans l'Eure, dans le but proclamé de « bâtir le socle de notre nouveau contrat pour la nation ». Ce tour des régions se terminera le 15 mars. Que ce soit à Grand Bourgtheroulde, dans le Lot ou dans toutes les régions au programme, le grand show est orchestré d'une main de fer par l'Élysée qui veut remettre en selle son « champion » de 2017. Dans cette optique, les questions sont triées, tout comme les participants, afin que rien ne bouscule ledit champion.

Macron, à travers ces rencontres, renoue avec tous les codes de sa campagne présidentielle : retour du bras de chemise, des débats et surtout des réponses à n'en plus finir, retour de la démagogie à outrance, du mépris et de l'arrogance, retour d'un président qui écoute mais

qui n'entend rien. Rien à la colère exprimée par les Gilets jaunes sur l'accentuation des inégalités, aux demandes de la répartition des richesses, aux exigences de plus de démocratie. Et Macron part battre la campagne comme si, depuis deux ans, il n'était pas au pouvoir et que sa politique n'avait pas eu des conséquences désastreuses pour la majorité de la population, comme l'avait déjà montré l'OFCE en 2018.

En dehors de la réalité

Sans surprise, Macron assène sur tous les tons et pendant des heures qu'il ne changera en rien sa politique. Et pire, à quelques semaines des élections européennes, afin de renouer avec un électorat très

à droite, il entend instaurer des quotas d'immigration, met en place une loi « anti-casseurs » et propose, par la voix de son ministre de l'Éducation, de couper les allocations familiales pour les parents d'« enfants violents ». Mais concernant les revendications centrales des Gilets jaunes, comme par exemple le rétablissement de l'impôt de solidarité sur la fortune (ISF), la réponse de Macron est sans appel : c'est niet ! Car pour lui, « ce n'est pas un sujet pour les riches et pauvres pour moi, c'est un sujet sur : est-ce qu'on veut aider nos entreprises ou pas ? » Sur la fiscalité, pas une critique sur le CICE qui donne des milliards aux entreprises, pas un mot sur la TVA...

MACRON À SOUILLAC

État de siège

Le 18 janvier, sa majesté Macron est venu à Souillac, dans le Lot, où il était attendu de pied ferme. Aussi ses services ont-ils pris des mesures très tôt. Secret absolu sur le programme.



DR

En ville le marché du vendredi et la foire mensuelle ont été supprimés. D'où le mécontentement de nombreux petits producteurs : « Il dit qu'il est pour le travail et il nous enlève le pain de la bouche. »

Sa causerie était prévue au Palais des congrès qui, pour la circonstance, fut transformé en « bunker » ; réquisition des maisons autour pour y installer des tireurs d'élites, interdiction totale de stationner et retrait des voitures la veille. Mais ce n'était sans doute pas suffisant car nous avons ensuite appris que la circulation et le stationnement des voitures seraient interdits dans la commune et bien au-delà, dans les villages proches. Le 18 janvier, l'ancienne N20, qui traverse Souillac, l'était aussi et la circulation déviée sur l'autoroute.

Même les poissons de la Dordogne étaient surveillés avec des embarcations et des hommes en armes ! Quant aux habitantEs, pour rentrer chez eux ils devaient montrer leurs papiers. Les écoles étaient fermées et l'on conseillait fermement aux commerçants de baisser les rideaux.

Zone interdite

Bref dans un rayon de 10 km c'était zone interdite. Les voitures étaient contrôlées et fouillées et les papiers demandés. La crainte était évidemment le rassemblement appelé par les Gilets

jaunes, les syndicats, la Confédération paysanne, les partis politiques (à l'exception du PS) et de nombreuses associations au rond-point de l'autoroute A20, situé à plusieurs kilomètres du centre-ville. Pourtant, ce quadrillage policier ne nous a pas empêché de nous faire entendre. Le matin, puisque tous les accès étaient coupés (même les chemins de terre), nous nous sommes repliés sur Martel avec blocage des routes et prises de parole. Pendant ce temps, d'autres arrivaient à se réunir à Souillac (des habitantEs et des manifestantEs arrivés la veille et qui y avaient

Tout est appréhendé du point de vue de la réduction des dépenses publiques : moins d'impôts et donc moins de redistribution, moins de fonctionnaires et donc moins de services publics... Bref, un grand enfumage pour convaincre de la politique menée depuis deux ans et surtout pas pour écouter les revendications du plus grand nombre.

Grand combat

À cette étape, le grand débat, qui était censé faire taire la mobilisation des Gilets jaunes, n'a pas atteint cet objectif, et c'est tant mieux. En effet, l'acte X du samedi 18 janvier a montré la détermination de ce mouvement et, dans de nombreuses villes, la mobilisation s'est même amplifiée. Et pour celles et ceux qui pensent que ce mouvement ne fera pas reculer le gouvernement, rappelons-leur que c'était ce qui était dit lors de la mise en place de la taxe carburant... et que le gouvernement a bel et bien reculé sur cette question.

En lieu et place du grand débat, nous devons organiser le grand combat. C'est ce que fait depuis des mois, avec de nombreuses limites, le mouvement des Gilets jaunes. Il faut donc désormais amplifier cette mobilisation et le seul moyen d'y arriver, c'est que le mouvement ouvrier organisé dans son ensemble se saisisse des opportunités offertes par la situation, et converge avec le mouvement des Gilets jaunes. Il y a urgence !

Joséphine Simphon

dormi). Ils et elles étaient une centaine qui se sont rassemblés, pacifiquement, mais fermement à 200 mètres du Palais des congrès, avec sit-in sur la rue. Ceux de Martel apprenant qu'un restaurant de Rocamadour attendait des hôtes importants s'y sont rendus et y ont trouvé des ministres qui ont été fortement interpellés, de façon « trop politique » selon des journalistes ! Il n'empêche que les ministres ont dû prendre la poudre d'escampette sous la protection des gendarmes. Pendant ce temps, sa majesté Macron était parti quasiment incognito rendre visite à une école à Saint-Sozy (il ne savait sans doute pas que cette école avait été sauvée grâce à une lutte de parents, de maires et de la population). Il a toutefois été interpellé par des habitantEs dont des retraitéEs mécontents. Tout cela a fait prendre du retard au déplacement de sa majesté, qui a fini par faire son show devant ceux qui avaient accepté de venir. Plusieurs maires du Lot avaient fait savoir publiquement qu'ils ne participeraient pas à cette mascarade. L'un, entre autres, parce qu'il est Gilet jaune et avait occupé le rond-point de Souillac ; un autre, écrivant au préfet : « J'y vois uniquement de la propagande présidentielle ». On ne saurait mieux dire.

Correspondant

GRÈCE Grandes manœuvres politiciennes sur fond de menaces nationalistes

La vie parlementaire grecque a été un peu agitée ces derniers jours...

Le point de départ des remous est double : – la question de la Macédoine, après le vote par le Parlement de Skopje des modifications constitutionnelles issues de l'accord de Prespes entre les gouvernements Zaev et Tsipras, par lequel la Macédoine prendrait le nom de « République de Macédoine du Nord », ce à quoi s'oppose de nombreux Grecs qui estiment que seule la région grecque de Macédoine a le droit de porter ce nom. Désormais, c'est au Parlement grec de ratifier cet accord ; tout cela a déclenché une nouvelle poussée de fièvre nationaliste, toujours aussi inquiétante quand le 3^e parti du pays est celui des nazis de Chryssi Avgi (Aube dorée) ; – l'impatience (depuis 3 ans !) de la droite à retrouver le pouvoir (son vice-président a d'ailleurs déclaré qu'il faudrait trouver le moyen constitutionnel d'empêcher tout retour au pouvoir de la gauche !) ; son leader, dont le seul talent est d'être le fils de l'ancien Premier ministre Mitsotakis, exigeant tous les 3 jours des élections que les sondages lui présentent comme devant être gagnées par la droite.

L'accord de Prespes Et tout cela se joue sur fond de gestion social-libérale du gouvernement Syriza, qui n'est plus depuis quelques jours allié au petit parti de droite nationaliste ANEL : son chef



Alexis Tsipras, WIKIMEDIA COMMONS

a rendu son tablier de ministre de la Défense pour s'opposer à la « trahison » nationale que représente pour lui la validation en cours de l'accord de Prespes. À ce propos il faut rappeler que si, d'un côté, cet accord permettra à la Macédoine du Nord de demander son adhésion à l'OTAN et à l'Union européenne, d'autre part il supprime des clauses (langue, nationalité...) qui pouvaient à tort ou à raison poser problème en Grèce. Ce qui fait dire à une petite partie de la gauche internationaliste que si cet accord s'inscrit évidemment dans le cadre bourgeois des Balkans et de l'Europe, il est aussi une réponse permettant de s'opposer aux prétentions nationalistes des deux côtés de la frontière, qui sont actuellement le danger principal. Du côté du KKE (PC grec) mais aussi d'une partie de l'extrême gauche, cet accord ne fait que servir les intérêts de l'OTAN, ennemi principal (comme aux yeux de Poutine, qui proteste contre l'accord de Prespes)... même

si le même KKE, quand il était au gouvernement, n'avait pas vraiment agi pour exiger la sortie de la Grèce de l'OTAN...

Macédoine... politicienne L'expression est ici galvaudée mais reste d'actualité : entre le clientélisme politique des uns et des autres, et l'anti-impérialisme de façade qui refuse du coup de condamner le nationalisme qui serait... du patriotisme (!), on nage ces derniers temps en pleine macédoine, particulièrement dans une macédoine politicienne dont on peut essayer de dégager les traits suivants : – Tsipras a réussi mercredi 16 janvier à obtenir la confiance de 151 des 300 députés, au prix d'une cuisine provoquant quelques reclassements au sein de petits groupes charnières au Parlement. Mais derrière cela, il apparaît que Tsipras a officiellement insufflé à Syriza un cours de « centre-gauche » avec appel du pied aux responsables du PASOK (PS grec) qui veulent éviter de couler

avec leur actuelle direction alignée sur les choix de la droite ; – la question macédonienne reste explosive, non seulement pour l'avenir de Syriza (vote au Parlement dans la semaine) et tous les partis parlementaires, mais surtout elle pose pour la gauche la question du véritable internationalisme, dans un pays où une partie de la gauche a autrefois soutenu, au nom de l'anti-impérialisme, les « frères serbes » écrasant sous les bombes la population de Bosnie-Herzégovine.

Retour des questions sociales Dimanche dernier avait lieu à Athènes un rassemblement national « pour la Macédoine » et « contre les traîtres » (une campagne de menaces contre les députés pro-Prespes a commencé). Contre cette manif mêlant droite, religieux et nazis, une initiative anti-nationaliste a réuni un bon millier de manifestantEs à 300 mètres du show passéiste, à l'appel de groupes d'extrême gauche (NAR, OKDE Spartakos, EEK...) et anarchistes. Si la semaine qui vient sera encore marquée malheureusement par des discussions hallucinantes sur la Macédoine, cachant d'ailleurs mal le fait que la droite et le PASOK n'ont aucune autre raison de fond de refuser cet accord que leur clientélisme électoral, les questions sociales reviennent heureusement sur le devant de la scène, avec entre autres une forte mobilisation dans l'éducation la semaine passée contre les nouvelles formes d'affectation et pour que les nombreux enseignantEs sans salaire soient enfin payés !

À Athènes, A. Sartzekis

EXTRADITION DE CESARE BATTISTI Le « cadeau » d'Evo Morales à Salvini... et au « frère » Bolsonaro

Nous publions de larges extraits d'un article mis en ligne par Pablo Stefanoni sur son blog Mediapart le 16 janvier.

Evo Morales a livré Battisti en 24 heures. Non seulement le gouvernement bolivien lui a refusé sa demande d'asile politique en un temps record, mais le militant italien n'a même pas eu le droit fondamental à un procès d'extradition qui aurait permis d'analyser le dossier. Nombre de médias ont signalé le fait que l'arrestation de l'ancien membre des PAC était de fait un « clin d'œil » amical de Bolsonaro à Salvini. Mais si le président brésilien a fait un « cadeau » à son collègue Italien, Evo Morales, lui, a fait son propre cadeau au « frère Bolsonaro », comme il avait désigné le nouveau chef d'État dans le tweet envoyé pour le féliciter de sa victoire. Reste un doute : cette « livraison » express a-t-elle été négociée au moment de la cérémonie d'inauguration de la présidence de l'ancien capitaine à Brasilia le 1^{er} janvier dernier ? On n'en sait rien. Mais il est clair que la Bolivie cherche une cohabitation pacifique avec le Brésil pour des raisons économiques (les ventes de gaz à son grand voisin) et, jusqu'à un certain point, politiques (éviter que Bolsonaro ne finance l'opposition à Morales).

Négation des droits de Battisti Reste probable que, malgré la prosternation d'Evo devant le nouveau « mythe » (comme l'appellent ses partisans) du Brésil, cela n'empêchera nullement ce dernier de conspirer. Par ailleurs, l'affaire concernait formellement bien plus les relations entre La Paz et Rome qu'entre La Paz et Brasilia. Et même si la Commission nationale des réfugiés bolivienne (Conare) décidait finalement de refuser l'asile à Battisti – ce qu'elle a effectivement fait sans respecter la procédure légale –, il restait un ultime recours : le droit de Battisti à se défendre dans le cadre d'un procès d'extradition. Le problème pour Evo Morales, c'est que cette affaire intempestive risquait de mettre des bâtons dans les roues de son projet de réélection, qui semble être la seule préoccupation ayant aujourd'hui un peu de substance dans le « processus de changement » amorcé en 2006, et ce malgré la victoire du non (à la réélection) lors du référendum de février 2016. Le président bolivien a confirmé, en prenant cette décision, qu'il est relativement indifférent à un thème central de la culture de gauche : la solidarité.



Evo Morales, WIKIMEDIA COMMONS

Aucun entretien avec les autorités boliviennes En Bolivie, [en écoutant] le ministre de l'Intérieur Carlos Romero, on aurait cru entendre un haut fonctionnaire de n'importe quel gouvernement de la « droite alternative » lorsqu'il a justifié l'expulsion immédiate de Battisti du fait de son entrée illégale en Bolivie. D'après le Défenseur du peuple David Tezanos Pinto, le militant italien n'a eu droit à aucun entretien avec les autorités boliviennes concernées, ni n'a été mis au courant d'une quelconque décision de refus de sa demande d'asile – autant de questions fondamentales dans

une procédure régulière, ce qui porte atteinte, toujours selon Tezanos, aux principes de « non-dévolution » et de « non-expulsion ». « Le ministre de la Justice italien, Alfonso Bonafede, a expliqué qu'étant donné que le droit pénal brésilien ne prévoit pas la prison à perpétuité, l'Italie avait donc concédé de réduire la peine à 30 ans de prison dans l'espoir de récupérer le fugitif. Un compromis juridique qui ne tient plus étant donné que Battisti a été extradé par la Bolivie, et que par ailleurs la différence entre la prison à vie ou 30 ans d'incarcération ait peu d'importance pour un homme de 64 ans », explique le quotidien bolivien *La Razón*. Autrement dit, l'extradition par La Paz a aggravé le sort juridique de Battisti. **Pablo Stefanoni**

Version longue de cet article en ligne sur : https://blogs.mediapart.fr/pablo-stefanoni/blog/160119/le-cadeau-d-evo-salvini-et-au-frere-bolsonaro



Le monde en bref

Tchéchénie. Nouvelle vague de persécutions homophobes. Depuis plusieurs semaines, une vague de persécutions s'abat sur les personnes LGBT de Tchétchénie. Ce n'est pas la première du genre : en 2017, le régime du tyran Kadyrov avait déjà procédé à ces centaines d'arrestations, avec torture à la clé pour de nombreuses personnes LGBT, parfois jusqu'à la mort. Ainsi que le rapporte Amnesty International, « l'ONG Russian LGBT Network a confirmé les informations selon lesquelles les autorités tchéchènes ont de nouveau procédé à l'arrestation de nombreux gays et lesbiennes présumés, les ont détenus et torturés. Selon des sources protégées par l'ONG, une quarantaine de personnes ont été arrêtées depuis le mois de décembre [2018] et au moins deux sont mortes des suites de tortures. En outre, la police aurait exigé que les familles des gays et des lesbiennes se livrent à des crimes "d'honneur" contre leurs proches et en fournissent la preuve. »



Le dictateur tchéchène Ramzan Kadyrov, WIKIMEDIA COMMONS

Interviewé par le journal *la Croix*, Ilya Nuzov, responsable Russie à la Fédération internationale des droits de l'homme, explique que « Ramzan Kadyrov estime que les homosexuels, une déviance à ses yeux, doivent être éradiqués de la république tchéchène. En s'attaquant aux gays, il entend purifier "le sang tchéchène". Il a évoqué ce sujet à plusieurs reprises. Et toutes les structures de force sous son commandement font tout ce qui est en leur pouvoir pour appliquer ces ordres. » Le tout avec la bénédiction de Vladimir Poutine, président de la Fédération de Russie de laquelle la Tchétchénie est une république constitutive. La LGBTphobie tue. Les silences complices aussi.

Syrie. Israël joue l'escalade militaire avec l'Iran. Alors qu'il est fragilisé par des enquêtes concernant notamment des affaires de corruption, le Premier ministre israélien Benjamin Netanyahu semble vouloir jouer la carte de l'escalade verbale et militaire avec l'Iran. Dans la nuit du dimanche 20 au lundi 21 janvier, l'armée israélienne a en effet mené une série de bombardements contre des « positions iraniennes » en Syrie, au prétexte de tirs de missiles anti-aériens contre des chasseurs israéliens au cours de la nuit précédente, alors qu'ils survolaient le ciel syrien pour conduire un raid à proximité de l'aéroport de Damas. En d'autres termes, et à sa grande habitude, l'État d'Israël prétend avoir « riposté » à une « attaque » alors que ce sont bien ses avions qui ont, une fois de plus, survolé le sol aérien syrien dans des intentions belliqueuses. L'un des porte-parole de l'armée israélienne l'assume d'ailleurs avec cynisme : « Nous avons prévenu les Syriens de ne pas faire feu contre nos avions, ce qu'ils ont choisi de faire malgré tout. Cela nous a amenés à conduire trois vagues d'attaques sur leurs systèmes de défense anti-aériens. » Les déclarations de Netanyahu sont tout aussi explicites : « Nous avons une politique constante : saper l'enracinement iranien en Syrie et faire mal à quiconque tente de nous attaquer. Cette approche est permanente. » Dans une région déjà en ébullition, le jusqu'au-boutisme de l'État d'Israël ne fait que rajouter de l'huile sur le feu, et porte en lui la menace d'une fuite vers toujours plus de guerre. Il ne s'agit évidemment pas de défendre ici la politique de soutien du régime iranien au boucher Assad, mais bel et bien de constater que la Syrie est plus que jamais le lieu des règlements de compte entre puissances régionales, voire internationales qui, pour la défense de leurs intérêts, n'hésitent pas à menacer d'entraîner les peuples de la région vers toujours plus de chaos.

LE BREXIT, UN FACTEUR DE CRISE SUPPLÉMENTAIRE POUR L'UE

Les commentateurs des médias dominants présentent le Brexit comme opposant une Grande-Bretagne quasiment en perdition à une Union européenne raisonnable qu'il faudrait être un illuminé pour vouloir quitter. Cette présentation est fallacieuse mais le point essentiel est ailleurs : des deux côtés de la Manche, c'est la bourgeoisie qui est à l'initiative.

Au-delà des péripéties du Brexit, l'Union européenne (UE) est pratiquement en panne. Tout se passe comme si les bourgeoisies étaient incapables de dépasser un certain niveau dans la construction européenne. D'emblée, dès les années 1950, la construction européenne est marquée par un double péché originel : elle s'édifie loin des peuples, par des marchandages inter-gouvernementaux et technocratiques et est, pour l'essentiel, façonnée par le dogme économique libéral et l'emprise des lobbies patronaux. Certes, il n'y a pas de différence de nature fondamentale avec la façon dont fonctionnent aujourd'hui les États capitalistes nationaux qui, d'ailleurs, n'ont pas besoin de l'Europe pour mener des politiques antisociales. Mais il n'est pas neutre qu'ait été créé un échelon supplémentaire encore plus abrité de la volonté populaire. « *Il ne peut y avoir de choix démocratique contre les traités européens* », affirmait ainsi en 2015 (à propos de la Grèce) le président de la Commission européenne, Jean-Claude Juncker.

Une crise qui vient de loin

Pendant plusieurs décennies, la machine a néanmoins avancé et, malgré sa soumission aux intérêts capitalistes, semblait en phase avec une aspiration forte des populations : plus jamais de guerre en Europe ! L'Union mettait en place de nouvelles politiques et s'élargissait. En 1986, l'Acte unique européen a représenté un pas en avant supplémentaire de l'Europe capitaliste avec la libre circulation totale des marchandises et des capitaux. Dans la même logique est défini en 1996 un statut du travail détaché qui permet le dumping social. Il n'est pas question d'aller vers une uniformisation des droits sociaux entre les États membres ; quant à l'harmonisation des règles fiscales, elle patine pour le plus grand bonheur des multinationales et grandes fortunes. Les services publics doivent être libéralisés et, à terme, privatisés (du moins pour leurs segments rentables). Le rouleau compresseur néolibéral va poursuivre son chemin au fil des traités et des sommets européens, avec une étape essentielle : le traité de Maastricht en 1992, qui renforce les règles auxquelles sont soumis les budgets nationaux et, avec la création de l'euro, met en place une Banque centrale européenne (BCE) indépendante (des États et du Parlement européen, pas de la finance). En 1969, la Grande-Bretagne rejoignait le noyau de ce qui s'appelait alors le Marché commun alors que, dans un premier temps, bourgeoisie et gouvernement anglais avaient préféré s'en tenir à l'écart. Au sein de l'UE, tout en refusant d'adhérer à l'euro, les gouvernements anglais successifs (tant conservateurs que travaillistes) vont défendre en général les options les plus libérales sur la fiscalité, les services publics,



DR

les droits sociaux.... Le débat sur l'Europe perdure néanmoins en Grande-Bretagne, plus ou moins en sourdine selon les époques, animé par deux courants fort différents : d'abord, une aile nationaliste et anti-européenne du parti conservateur tandis qu'à gauche (chez certains travaillistes et à l'extrême gauche) existe une opposition aux politiques néolibérales, tant britanniques qu'européennes. Depuis les années 2000, les nuages s'accumulent sur l'UE. L'édifice est en fait de plus en plus miné et la plupart des initiatives de renforcement de l'Union peinent à avancer, sauf les préconisations austéritaires. L'UE n'apparaît plus aux yeux de larges secteurs populaires que comme un mécanisme de destruction des acquis sociaux et des services publics. Et de fait, c'est actuellement le seul point qui fasse consensus entre tous les gouvernements : de Macron en France à Orbán en Hongrie en passant par Salvini en Italie, ils sont d'accord pour privatiser, casser les codes du travail, réduire les impôts des entreprises et des riches. Macron et la Commission européenne n'ont ainsi rien à redire à la loi votée en décembre 2018 en Hongrie qui permet aux entreprises de faire faire chaque année jusqu'à 400 heures supplémentaires dont le paiement pourra être étalé sur 36 mois !

Le Brexit, symptôme et accélérateur de la crise ?

Il est impossible de savoir sur quoi débouchera la crise actuelle dont le Brexit n'est qu'un aspect. L'internationalisation du capital se poursuit mais le « grand capital » n'est pas une réalité unifiée qui maîtrise à tout moment les aléas politiques. Si tel était le cas il n'y aurait pas eu de référendum en Grande-Bretagne sur l'UE. En fait, le gouvernement conservateur de David Cameron a voulu tenter une manœuvre politique pour se libérer de la pression de l'aile nationaliste de son parti. Il a perdu son pari mais a ouvert la voie à une double expression : celle des nationalistes et racistes anti-européens et celle de couches populaires qui ont trouvé dans l'Europe un bouc émissaire au chômage et à la misère. Cela alors que les responsables directs de leur situation sont ceux, conservateurs et travaillistes (avec notamment Tony Blair, Premier ministre de 1997

à 2007), qui ont alterné au pouvoir et ont tous mené des politiques en faveur du capital. Face au Brexit, les gouvernements européens veulent affirmer leur homogénéité mais sont incapables de proposer aux peuples européens une perspective autre que la poursuite des politiques actuelles. D'ailleurs, si d'aventure arrivait au pouvoir en Grande-Bretagne un gouvernement travailliste qui serait prêt, sous une forme ou sous une autre, à rester dans l'Union européenne tout en menant effectivement et résolument des politiques « *pour les nombreux, pas pour les rares* » (selon le mot d'ordre de Corbyn), gageons qu'il serait rapidement en butte à des pressions et des sanctions des institutions européennes (en plus de celles de sa propre bourgeoisie).

Vers une paralysie de l'UE ?

Pour ce qui est de l'avenir, il est vraisemblable que le gouvernement et le patronat allemands pensent que l'Allemagne ne serait pas en meilleure situation face aux États-Unis, à la Chine, etc., si l'UE disparaissait ou se fragmentait trop. La plupart des dirigeants européens sont d'accord avec ces constats. Cela pourrait les conduire à essayer de donner un coup d'arrêt à une désagréation lourde de risques potentiels. Mais ce n'est pas certain, d'autant que les différents gouvernements ont tous des difficultés qui affaiblissent leurs capacités d'initiative. Une paralysie de l'UE sous le poids des contradictions entre bourgeoisies et gouvernements nationaux ne peut donc être écartée. Les mensonges des gouvernements, de gauche et de droite, sont les fossoyeurs de l'idée européenne aux yeux de « ceux d'en bas ». Il n'y a pas lieu de s'en réjouir dans cette situation de faiblesse des forces anticapitalistes. Il ne s'agit pas non plus de dénoncer « l'Europe allemande » comme se plaisent à le faire certains, y compris à gauche. Dans l'immédiat, dans un contexte difficile, il s'agit de défendre, au niveau national et au niveau européen, une série de mesures d'urgence à dynamique transitoire contre la dictature des marchés, l'austérité et la course vers la catastrophe écologique, et pour rompre avec le rejet des immigrés. **Henri Wilno**



DANS UNE UNION EN CRISE, FAIRE EN ANTI-CAPITALISTE ET

CONTRE L'AUSTÉRITÉ, L'EUROPE FORTER

Face à la fausse alternative entre l'ultra-libéralisme et les postures nationalistes et chauvines, le NPA a fait le choix de faire entendre une autre voix à l'occasion des prochaines élections européennes, qui constitueront le premier test électoral pour Macron. Elles auront lieu dans un contexte marqué par la poursuite de son offensive contre les classes populaires et la jeunesse et, au niveau international, par la violence des attaques menées contre les droits démocratiques et sociaux, et contre l'environnement.

Refuser l'austérité et les désastres sociaux

Les plans d'austérité se succèdent dans l'Union européenne et sont de plus en plus féroces depuis la crise de 2008. Partout, que les gouvernements soient de droite, de « gauche » ou d'« union nationale », les résultats sont les mêmes : en abaissant le niveau de vie des travailleurEs, en détruisant les services publics, ces politiques mettent encore plus l'économie du pays concerné à genoux. Ce pays est ensuite encore moins capable de payer sa dette, ce qui justifie, aux yeux des banquiers, un nouveau plan d'austérité. Les banques continuent d'encaisser les intérêts de leurs prêts et les bénéfices de leurs spéculations. Cerise sur le gâteau, elles bénéficient généralement de la garantie des États les plus puissants et de celle des organismes internationaux, toujours prêts à faire pression sur les gouvernements dans le sens voulu par les marchés. La Grèce, par exemple, après une période de lutte de classes massive, s'est retrouvée face à un mur. En arrivant au pouvoir, Syriza avait promis de rompre avec l'austérité mais, sous la menace toujours plus agressive de l'UE et du FMI, Tsipras a choisi de renoncer à nationaliser les banques, a continué de payer la dette, a privatisé et attaqué les salaires et les retraites. Le résultat, c'est que le PIB du pays s'est effondré de près de 25% depuis 2009. La catastrophe sociale est sans appel : destructions massives d'emplois, baisse de 26% du revenu annuel médian, diminution



PHOTO THÉÂTRE ROUGE / MARTIN NODA

de 40% des actifs des ménages, liquidation générale des services sociaux, bradage à de grands groupes étrangers des entreprises anciennement publiques et même du patrimoine culturel du pays ! L'Union européenne est un outil pour organiser l'austérité et le dépeçage des pays, un rôle totalement antidémocratique et anti-social quand elle impose de réduire les déficits et lorsque la Banque centrale européenne refuse de prêter aux États en difficulté. Les pays riches (principalement la France et l'Allemagne) imposent à travers ces outils que sont les institutions et les traités de l'UE leurs choix aux peuples et aux travailleurEs d'Europe. Face à l'UE, aux banques, aux capitalistes, il n'y a qu'un programme qui soit efficace : la réquisition des banques et des grandes

entreprises, le non-paiement de la dette et de grandes mobilisations pour imposer des revendications de justice sociale jusqu'à l'affrontement avec l'État et le grand patronat au niveau national et européen.

Le piège du protectionnisme

La crise économique et la soif de profits ont provoqué ces dix dernières années des licenciements massifs et des fermetures d'entreprises. Les capitalistes font souvent croire que ces licenciements sont dus à des délocalisations dans des pays où la main-d'œuvre est moins chère. Les grandes puissances mènent également une guerre économique par les droits de douane, qu'ils appellent mesures protectionnistes. L'extrême droite et d'autres courants nationalistes proposent donc



ON EUROPÉENNE TENDRE UNE VOIX INTERNATIONALISTE

ESSE ET LES NATIONALISMES CHAUVINS

de mettre en place un «souverainisme» supposé préserver les emplois et les marchés français contre une menace extérieure. On nous fait croire que les patrons et ouvrierEs français auraient un intérêt commun, qu'il faudrait «produire français» ou s'opposer aux «travailleurEs détachés». L'UE et les politiciens libéraux promeuvent, quant à eux, une dérégulation complète qui permet de se servir des conditions de vie plus dégradées des travailleurEs des pays pauvres pour faire pression sur les salaires et les conditions de travail dans les pays où ils sont plus favorables. La seule façon de faire face à la dégradation de nos conditions de travail, c'est de refuser cette mise en concurrence et d'imposer aux patrons des conditions de travail et de vie dignes pour tous, un salaire minimum européen, les 32 heures hebdomadaires sans perte de salaire partout en Europe.

Pour une Europe sans frontières

Le sort réservé l'*Aquarius*, un bateau qui vient au secours des migrantEs, montre le visage le plus sinistre de l'Europe. Les pays ferment leurs ports et refusent d'accueillir quelques dizaines de survivantEs. Pendant ce temps, l'UE donne des milliards à des gouvernements de pays comme la Turquie, le Maroc ou la Libye pour encager brutalement des populations qui fuient des guerres et des désastres dont les pays d'Europe sont souvent coresponsables. Le résultat se compte en milliers de mortEs, en particulier en Méditerranée. Il est temps de rompre avec ces politiques mortifères, d'ouvrir les frontières aux personnes qui veulent aujourd'hui rejoindre l'Europe, seul moyen sérieux de mettre fin à l'hécatombe qui se déroule à



nos portes. Il faut mettre fin aux accords de Dublin, démanteler Frontex, garantir la libre circulation en Europe, réquisitionner des navires, y compris militaires, pour venir en aide aux migrantEs en Méditerranée. Il ne doit pas y avoir de frontières entre les peuples, notre solidarité va aux travailleurEs du monde entier. Nous revendiquons la liberté de circulation et d'installation pour touTEs, exiléEs, migrantEs, demandeurEs d'asile ou travailleurEs sans papiers.

Face au nationalisme et à l'extrême droite

En France, le FN a de nouveau atteint le second tour de la présidentielle. En Europe, l'extrême droite a pris en mains le pouvoir en Autriche, en Pologne, en Hongrie, en Italie... et elle donne de plus en plus le ton quant aux politiques de l'UE. Cette extrême droite raciste et anti-pauvres s'en prend violemment aux étrangerEs et à l'ensemble des classes populaires : Salvini veut imposer un couvre-feu aux

«commerces ethniques» en Italie, Orbán interdit aux SDF de dormir dans les rue de Hongrie, en Autriche le gouvernement veut la semaine de 60 heures de travail... La poussée réactionnaire ressemble de plus en plus à une déferlante. Malgré quelques protestations verbales, la Commission européenne s'accommode des dirigeants d'extrême droite et des politiques racistes et antisociales qu'ils mettent en place. Face à cette menace, nous refusons toute concession ou adaptation opportuniste aux discours de l'extrême droite, nous défendons les droits des migrantEs sans les opposer à ceux de l'ensemble des classes populaires, nous affirmons la nécessité d'en finir avec l'UE, ses institutions et ses traités, mais autour d'une perspective internationaliste, et non d'un quelconque repli chauvin.

Écologie contre capitalisme

La crise écologique s'accélère : déforestation, chute de la biodiversité, bouleversement climatique en sont les principales manifestations. En cause le capitalisme qui fabrique toujours plus de biens et de services, en exploitant les ressources naturelles et humaines sans frein, en contaminant le vivant, pour en tirer une plus-value toujours plus forte, sans poser les questions vitales et démocratiques : que produire ? Comment ? Où ? Qui ?

L'Union européenne, au service de leurs intérêts, détruit massivement les services publics, les protections sociales et environnementales. Nous avons besoin de socialiser le secteur énergétique pour planifier un système 100 % renouvelable sans énergie fossile ni nucléaire, d'éliminer les productions inutiles ou nuisibles, d'en finir avec l'obsolescence programmée des produits ou les absurdes transports de marchandises qui servent à maximiser les profits des multinationales. À l'inverse d'une politique agricole commune qui favorise l'agro-business, nous voulons une Europe qui interdise les produits chimiques cancérigènes et toxiques, qui encourage une agriculture écologique et paysanne assurant la souveraineté alimentaire...

L'Europe capitaliste regorge de grands projets inutiles – aéroports, lignes à grande vitesse, autoroutes, grands stades, barrages... Mais dans toute l'Europe, les luttes antiproduktivistes et anticapitalistes construisent un autre projet de société : l'écossocialisme, où les priorités de production et de consommation seront démocratiquement décidées par la population elle-même.

Pour l'IVG, contre les violences et la précarité, solidarité féministe !

L'avortement est encore interdit dans certains pays européens. Les mobilisations des femmes ont permis des avancées en Irlande ou empêché, par la grève, des reculs importants comme en Pologne. Partout, ce sont les politiques d'austérité qui fragilisent l'accès à l'IVG. Celles qui le peuvent vont avorter là où les délais sont plus longs, les autres restent avec leurs grossesses non désirées. Le 8 mars dernier, des millions de femmes en fait grève dans l'État espagnol pour dénoncer la précarité, les bas salaires, la double journée... En France, les femmes parmi les plus précaires se mobilisent comme à Onet ou au Park Hyatt. Dans la santé, elles sont à l'avant-garde des luttes pour des

conditions de travail et de soins décentes.

Les femmes s'organisent contre les violences sexistes, que ce soit à la maison, au travail ou dans la rue. Ces violences touchent toutes les femmes, se combinent au racisme et atteignent des formes extrêmes contre les femmes migrantes. La mobilisation se construit en solidarité avec les femmes du monde entier.

Solidarité internationale !

L'UE aide les capitalistes européens à défendre leurs intérêts en Afrique et au Moyen-Orient en maintenant une politique néocoloniale, faite de guerres, de soutien aux

dictatures et de spoliation des richesses naturelles.

Nous soutenons les combats des peuples en lutte contre les puissances européennes et leurs alliés : en Palestine, en Afrique, mais aussi en Catalogne. Nous voulons que chaque peuple puisse décider de son sort, en alliance avec les autres peuples. C'est pour cette raison que nous opposons à l'UE capitaliste la perspective d'une autre Europe : une Europe de la solidarité entre les peuples, une Europe qui en finit avec l'organisation sociale capitaliste fondée sur la défense des intérêts des différentes bourgeoisies nationales.

NOTRE PROGRAMME

Nous refusons l'Europe qui attaque les peuples des pays pauvres par des interventions militaires ou en fermant les frontières, cette Europe où les droits des femmes et des homosexuelEs se dégradent. Une UE qui nous mène, en outre, à la catastrophe des dérèglements climatiques. Nous nous battons, en France comme en Europe, pour des mesures de justice sociale et de solidarité, en rupture avec les politiques capitalistes de concurrence généralisée et d'austérité. La satisfaction des besoins des classes populaires exige d'en finir avec des choix économiques et sociaux qui frappent le plus grand nombre au profit d'une classe de privilégiés.

Des mesures sociales urgentes

- Combattre le chômage. Cela passe par l'interdiction des licenciements et des contrats précaires, le passage du salaire minimum à 1800 euros net, une augmentation générale des salaires et des pensions de 300 euros,
- Le droit à un revenu au moins égal au SMIC pour tous et toutes, jeunes, chômeurEs, retraitéEs,
- Le droit à une santé gratuite pour toutes et tous dans le cadre d'un système hospitalier public intégrant l'ensemble des établissements de soin,
- Le droit à la retraite à taux plein à 60 ans et à 55 ans pour les métiers pénibles,
- Réquisitionner les logements vides et lancer un grand programme public de logements sociaux économes en énergie pour garantir le droit à un logement décent pour toutes et tous,
- Un accès réel au droit à l'avortement par le développement des centres d'IVG.

S'attaquer aux profits

Le financement de ces mesures impose une autre répartition des richesses produites, la fin des cadeaux fiscaux dont bénéficient les capitalistes et les rentiers.

Il faut aussi reconstruire les services publics en y recréant un million d'emplois, notamment dans la santé et l'éducation.

Il faut également réquisitionner les grands secteurs de l'économie (notamment de l'énergie), pour la satisfaction des besoins des classes populaires, sortir du nucléaire en 10 ans pour s'orienter vers les énergies renouvelables.

Il faut enfin réquisitionner les banques, et annuler les dettes des États et des particuliers, qui sont illégitimes.

Par nos mobilisations, construire une autre Europe

Les mesures que nous voulons vont à l'inverse des décisions prises par le gouvernement Macron et les gouvernements précédents. Elles vont aussi à l'encontre des intérêts des capitalistes français et européens comme de l'ensemble des injonctions et des règles fixées par l'Union européenne, toutes soumises aux intérêts capitalistes.

Nous défendons un programme de luttes, car seule une très puissante mobilisation des classes populaires permettra d'imposer ces mesures. Les travailleurEs, qui font tourner l'économie et produisent les richesses, peuvent inverser le rapport de forces. Nous voulons un gouvernement des travailleurEs, qui en finisse avec l'austérité et engage une rupture avec le capitalisme.

Nous savons que cette mise en œuvre se heurterait à une réaction violente, de la part des capitalistes mais aussi des dirigeants européens, des institutions de l'Union européenne et de la Banque centrale européenne. Cela exigerait donc non seulement de désobéir aux injonctions et aux règles de l'UE, mais aussi d'en appeler à la solidarité et au soutien de tous les autres peuples européens qui, en butte aux mêmes politiques capitalistes, partagent les mêmes intérêts que les nôtres.

Dans chaque pays, il est nécessaire de construire de grands mouvements unitaires du monde du travail, des grèves générales, qui en se répondant, en se coordonnant, pourraient construire une véritable solidarité internationale et une autre société, sans classe, sans oppression.

Voilà ce que porte le NPA, qui milite pour construire un parti pour les exploitéEs, pour celles et ceux qui font tourner cette société par leur travail et veulent enfin l'organiser pour les besoins, pas pour les profits capitalistes !

RÉPRESSION

La fac s’acharne sur Micka et Victor : on passe à la riposte !

Un rassemblement a eu lieu le lundi 21 janvier devant les bureaux de Jean-François Balaudé, président de l’université de Nanterre, pour exiger qu’il cesse son acharnement contre les militantEs. UNEF, UEC, étudiantEs étrangerEs, enseignantEs membres du SNEsup, syndicalistes Sud, CGT ou FSU, Mickaël Wamen des ex-Goodyear... ils et elles étaient toutes et tous venus exprimer leur solidarité face à la répression.

Retour sur les faits : la présidence de la fac a décidé, pendant les dernières vacances, de prendre un « arrêté » officiel pour interdire à nos camarades Victor et Mickaël, militants du NPA et de l’UNEF, d’accéder au campus pendant un mois à la rentrée... En cause ? Leur militantisme et leur engagement dans la grève étudiante en décembre contre la hausse des frais d’inscription pour les étudiantEs étrangerEs, une grève qui avait voté le report des partiels de décembre lors d’une AG à plus de 2000... Et comme bien d’autres militants du comité de mobilisation, Victor et Micka avaient appliqué cette décision d’AG.

Double peine pour Victor

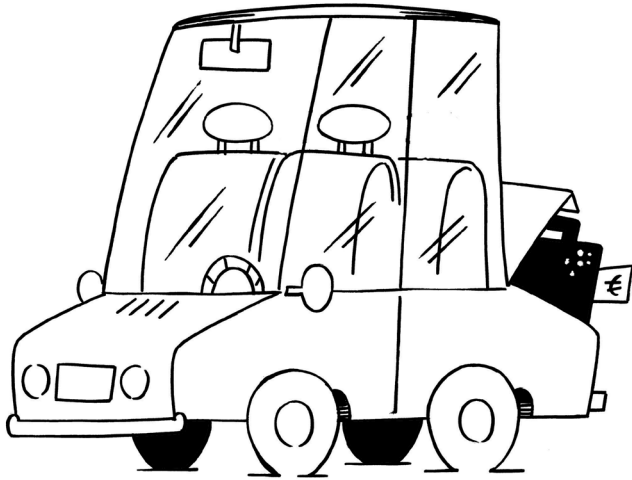
Depuis la rentrée de janvier, des procédures disciplinaires sont venus s’ajouter à l’interdiction d’accès à la fac : Victor et Micka sont désormais convoqués devant la section disciplinaire... La présidence s’était déjà illustrée pendant le mouvement contre ParcoursSup en autorisant l’évacuation particulièrement violente, par les CRS, d’une AG étudiante. Bilan : gardes à vue, 3 militants poursuivis et 2 condamnés à des peines scandaleuses : 6 mois fermes pour Roga et 4 mois avec sursis pour... Victor ! Sous la pression du mouvement, Balaudé avait dû s’excuser. Et aujourd’hui, alors qu’il sait que Victor, comme Roga, se bat pour obtenir la relaxe en appel, il ajoute des poursuites disciplinaires aux procédures judiciaires.

J-F. Balaudé : des paroles et des actes

Cet acharnement prouve la haine tenace que voue le président au militantisme, et sa volonté d’en finir avec toute forme d’« agitation » sur la fac, 50 ans après mai 1968 qu’il a pourtant célébré l’an dernier. J-F. Balaudé avait promis d’aider Victor et Roga dans leurs procédures judiciaires, mais il enfonce aujourd’hui Victor avec ces nouvelles poursuites disciplinaires. Il fait de la com’ en disant être opposé à l’augmentation des frais d’inscription pour les étudiantEs étrangers mais, dans les faits, il combat pied à pied le mouvement étudiant qui réclame le retrait de cette mesure par le gouvernement ! Comme si Blanquer et Macron étaient du genre à reculer face à des motions votés en CA. L’hypocrisie de la présidence est décidément sans limites... Nous continuons le combat pour l’abandon de toute poursuite disciplinaire contre Micka et Victor et pour la relaxe en appel de Roga et Victor. Il faut populariser largement cette campagne de solidarité contre la répression. On lâche rien !

Correspondant

FORD C’EST DE LA BONNE BAGNOLE !



FORD BLANQUEFORT Au bord du gouffre, mais seulement au bord

Y a-t-il à cette heure-ci encore du suspens ? Nous sommes à quelques jours du 28 janvier, la date limite pour l’avis de la Direction régionale des entreprises, de la concurrence, de la consommation, du travail et de l’emploi (Direccte) concernant le PSE (plan de licenciements et fermeture) élaboré par Ford.

Si le PSE est homologué, Ford peut mettre en œuvre son plan en faisant partir les salariéEs jusqu’en octobre (planning prévu comme tel), avec la cessation de toute activité d’ici août. Par contre si le PSE n’est pas homologué, ça va coïncider un peu. Pas énormément certes, mais ça obligerait la multinationale à revoir ce que la Direccte aura pointé comme « pas dans les clous » de la loi. En clair, cela repousse le problème de quelques semaines, peut-être un mois.

Gagner du temps

L’intersyndicale, l’équipe CGT, la minorité de salariéEs déterminés à sauver l’usine, espèrent et travaillent même pour qu’il n’y ait pas cette homologation. Cela ne changera pas profondément la donne, mais notre objectif est de laisser un temps supplémentaire pour créer les conditions d’une reprise de l’usine. On en est toujours là. Ce temps que Ford n’a jamais voulu donner, on essaie

de le grappiller au fil des mois, en repoussant d’abord comme on a pu la fin du PSE (d’octobre à novembre puis à décembre) puis en repoussant le rendu de l’avis, enfin en essayant d’obtenir le refus d’homologation. Vu de loin ou de l’extérieur, tout cela peut paraître comme une bataille inutile, comme de la bricole. À quoi bon dépenser autant d’énergie pour repousser l’issue de quelques jours ? Cela pose d’ailleurs parfois des problèmes avec des collègues « pressés » de partir, des préretraitéEs comme des collègues volontaires au licenciement. La cause paraît tellement perdue d’avance qu’il y a de l’incompréhension quand ce n’est pas de l’énervement.

Batailler jusqu’au bout

Pourtant, pour les ancienEs qui en ont ras-le-bol de l’usine, ou pour quelques plus jeunes qui veulent aller voir ailleurs, ce report n’empêche rien. Oui, toutes celles et tous ceux qui veulent partir, partiront sans

aucun problème, c’est la volonté de Ford. La question se pose par contre à celles et ceux qui veulent absolument sauver leur emploi ou plus précisément leur salaire. Ce n’est pas rien de repousser les échéances, c’est même énorme. Bousculer le calendrier de Ford, exprimer une opposition aux choix scandaleux de la multinationale, le fait même de résister, de dire non, de défendre notre avenir mordicus : non, ce n’est pas rien, et ce n’est pas pour rien. Et puis au bout, si l’usine ferme, alors ce sera tant pis mais on aura essayé. Mais si elle ne ferme pas, alors ce serait l’exploit mais ce serait surtout plusieurs centaines d’emplois qu’on aurait sauvés, plus avec les emplois induits. Ce serait surtout des vies, des dignités que nous aurons préservées. Car encore une fois, cela vaut le coup de batailler jusqu’au bout, pour éviter la catastrophe du chômage, de la précarité, des bas salaires, des formations bidon et de tout ce qui s’ensuit. On doit ne pas oublier les conséquences des fermetures d’usines, qui sont dramatiques. Les camarades de Conti, de Goodyear, de GM&S... l’ont touTEs bien raconté.

Notre lutte est légitime

Alors on continue à lutter, un peu seuls parfois mais on tient. La plupart des collègues sont

résignés, et alors ? Même minoritaires, même sans rapport de forces favorable, nous savons que notre lutte est légitime, que nous avons raison. Et c’est avec ça que nous poussons les services de l’État à agir, les pouvoirs publics à se confronter à Ford, à cette logique destructrice de la rentabilité. Nous organisons des actions avec des collègues, des Gilets jaunes, des camarades d’équipes syndicales de l’agglomération bordelaise, pour nous faire entendre, pour montrer à la population que nous ne perdons pas espoir. Samedi 19 janvier, à une quarantaine, nous avons envahi pacifiquement un concessionnaire Ford à l’occasion des journées « portes ouvertes », profitant de la campagne de publicité de Ford qui veut soigner son image en utilisant celle du judoka populaire Teddy Riner, devenu « ambassadeur » de la multinationale. Nous avons récupéré sa « statue » grandeur nature et il est devenu notre mascotte, notre « nain de jardin » comme dans le film d’Amélie Poulain. Il nous sert là aussi à montrer et dénoncer la réalité d’une multinationale qui fait des profits énormes et qui licencie. Enfin, nous multiplions les réunions téléphoniques, ou directement à Bercy, avec les cabinets des ministères de l’Économie et du Travail. Il s’agit de travailler pour une reprise de l’usine, pour que l’État intervienne vraiment et empêche Ford de liquider le site. Nous n’acceptons pas les postures ou les discours d’impuissance ou de fatalité. Au bout, cette usine ne doit pas fermer, une activité doit être préservée et le plus d’emplois possibles doivent être sauvés.

Philippe Poutou

LICENCIEMENTS À Bercy, pour l’emploi, ce n’est qu’un début...

En réponse aux sollicitations des salariéEs et des structures syndicales mobiliséEs parfois depuis des mois contre les licenciements et les fermetures de sites, la Fédération CGT a organisé, jeudi 17 janvier, une conférence de presse au pied du ministère de l’Économie à Bercy.

Si les difficultés des mobilisations locales et l’éloignement n’ont pas permis de réunir l’ensemble des entreprises en lutte, il s’agissait, selon le représentant de la Fédération métallurgie CGT, de « remettre au cœur du débat la question de l’industrie en France, et ce d’autant plus au regard du climat social dans notre pays... C’est là où la désindustrialisation est la plus forte et où les services publics disparaissent que

les gilets jaunes sont les plus présents ». « Agir en commun et entamer un rapport de forces » Selon Philippe Poutou, pour les Ford mobiliséEs depuis des mois contre la fermeture du site de Blanquefort « cette initiative est symbolique, mais il s’agit de montrer au ministère, qui détient tous nos dossiers, que nous pouvons aussi agir en commun et entamer un rapport de forces. Nous sommes

en lien avec les camarades d’Ascoval, Arcelor, Luxfer... » Une volonté de concertation, de mise en commun, reprise par les représentants des Ateliers de construction du Centre (ACC) de Clermont-Ferrand, spécialisés dans la maintenance ferroviaire, celles et ceux de Copirel à Langeac (Haute-Loire) qui fabrique sommiers et matelas (Bultex, Epeda, Merinos, Serta) et ceux du groupe Luxfer, à Gerzat (Puy-de-Dôme) qui fabrique des bouteilles de gaz à haute pression. Chez Copirel,

les salariéEs occupent leur usine pour obtenir un report du calendrier du PSE. Chez Bultex, les salariéEs, opposéEs à une fermeture prévue pour le 28 février, au nom de la compétitivité, bloquent l’usine depuis le mardi 13 janvier. Une délégation a été reçue par un représentant du ministère. Une initiative à renouveler mais surtout à élargir à l’ensemble des boîtes en lutte, à l’ensemble des salariéEs concernés par les liquidations d’emplois.

Robert Pelletier

ÉVALUATIONS EN CP Qui veut noyer son chien l’accuse d’avoir la rage

C’est reparti pour le retour des évaluations nationales standardisées qui permettront évidemment au gouvernement de dire que le niveau chute.

On connaît bien la chanson qui vise à nous faire croire que les évaluations imposées par le ministère visent à donner une idée, à l’instant T, du niveau global des élèves en France. Elles s’inscrivent dans une logique de l’évaluationnisme continue, qui place en situation de stress et de qui-vive

quasi permanent les jeunes enfants que sont des élèves de CP.

Évaluations inadéquates

Suite aux premières passations d’épreuves en septembre, beaucoup d’enseignantEs le disent, quel que soit le profil des écoles dans lesquelles ils et elles travaillent : de nombreuses fois, il y a eu des adaptations en termes de temps, de données des consignes afin que le sentiment d’échec soit si possible évité. Souvent, les épreuves sont caractérisées comme inadéquates et déconnectées du travail réel fait en classe au quotidien.

PSA SAINT-OUEN

Les salariéEs mobilisés contre la fermeture

Pressentie depuis des années, la fermeture de l'usine de pièces automobiles de PSA à Saint-Ouen a été annoncée officiellement en novembre dernier aux salariéEs. La direction de PSA se cache derrière le projet de l'AP-HP de construire un Grand hôpital Nord sur le site de Saint-Ouen pour justifier cette fermeture.

Le projet implique aussi la fermeture du magasin Conforama, situé sur la même parcelle, celle des hôpitaux Bichat et Beaujon, qui seraient ainsi regroupés, avec les suppressions d'effectifs qui accompagnent ce compactage hospitalier. À Saint-Ouen, la direction veut en finir vite, et bien sûr au moindre coût. Les salariéEs sont actuellement 324, après de nombreux départs « volontaires » ces dernières années. PSA les incite à quitter le groupe avant septembre prochain, pour 20 000 euros et 18 mois de salaire. Pour ceux qui iraient dans un autre site PSA en région parisienne, c'est un mois de salaire et 7 500 euros, un mois de salaire et 15 000 euros pour ceux qui iraient en province.

PSA a menti

Les salariéEs jugent ces propositions insuffisantes. Il n'y a pas de véritable plan de reclassement, avec garantie d'un CDI, pas de mesure d'âge et les congés senior feront perdre de l'argent aux salariés concernés. De plus PSA a menti, en leur faisant croire le 8 janvier que les discussions allaient continuer sur la situation de Saint-Ouen, tout cela pour annoncer finalement par téléphone le 14 janvier que les « négociations » étaient terminées et qu'ils enverraient leurs dernières propositions par mail ! On vous écrira... Un certain nombre d'ouvriers de Saint-Ouen ont déjà vécu des fermetures, Melun ou Aulnay. Un salarié déclarait ainsi à un journaliste du *Parisien* présent lors d'une de leurs mobilisations la semaine dernière, qu'il avait déjà déménagé une fois, et qu'il n'allait pas « acheter un mobil-home pour suivre PSA partout » !

Multiples actions

Le 10 janvier, une centaine d'ouvriers des équipes de matin et d'après-midi se sont réunis en assemblée générale et ont manifesté dans l'usine. Ils sont ensuite sortis de l'usine (par la porte des camions, que la direction a dû ouvrir sous la pression !) avec pancartes et banderoles, et sont allés distribuer des tracts au métro Garibaldi, très bien accueillis par la population et salués (au klaxon !) par les automobilistes, dont un a même cru qu'il s'agissait d'un rassemblement de Gilets jaunes, puis est venu prendre la parole pour les soutenir face à la fermeture. Les grévistes sont allés ensuite à Conforama, où ils ont pu s'adresser aux salariéEs concernés eux aussi par la fermeture. TouTEs étaient très contents de cette action, et d'être sortis de l'usine pour se montrer et nouer des contacts. Mardi 15, les salariéEs se sont à nouveau mobilisés, avec assemblée générale à une centaine, puis ils et elles sont sortis de l'usine à une soixantaine en manifestation et ont distribué un tract aux passants. La nuit, plus de la moitié de l'équipe a débrayé. La



DR

situation est difficile pour les salariéEs de Saint-Ouen, qui ne sont plus très nombreux sur le site, mais grâce à leur colère, et à leur capacité à s'adresser à ceux qui sont aussi concernés par le projet de Grand hôpital

Nord et à tous ceux qui peuvent les soutenir, ils peuvent faire reculer PSA et obtenir les garanties dont ils ont besoin face à la fermeture de leur usine.

Correspondant

LA POSTE 92 Même licencié, Gaël a les mêmes droits que les autres représentantEs syndicaux !

Cette semaine, la direction de La Poste a de nouveau essuyé un gros revers : le tribunal a débouté la boîte de toutes ses demandes et la condamne à payer 4 000 euros. Excellente nouvelle qui renforce la détermination des grévistes !

La décision fera date, comme jurisprudence en faveur du droit syndical, du droit de grève à La Poste mais aussi en général. Le jugement affirme, entre autres, en référence à l'accord du 4 décembre 1998 sur l'exercice du droit syndical : « Tout représentant syndical appartenant ou non à La Poste bénéficie d'un libre accès, cette présence n'étant pas subordonnée à une autorisation du chef de service ou d'établissement qui doit simplement en être informé au préalable. »

Formidable encouragement

Depuis la rentrée, la direction et ses vigiles privés ne savent plus où donner

de la tête tant les grévistes multiplient les occupations temporaires de sièges ou les rassemblements ! De plus, pour l'instant toutes les démarches entreprises pour empêcher l'accès de Gaël aux centres ont échoué ! Toutes les tentatives de régler de manière juridique un conflit social sont balayées par la justice elle-même ! C'est un formidable encouragement pour les postières et postiers du 92. Il manque désormais un dernier coup de collier pour que la bagarre revendicative soit victorieuse. Ne relâchons pas notre solidarité et faisons ravalier toute leur morgue aux dirigeants de La Poste.

Le lundi 28 janvier, allons les chercher chez eux : après avoir reporté leurs vœux, Philippe Wahl, le PDG de La Poste, et Bruno Le Maire ministre de l'Économie, seront de nouveau dans le 92 et nous allons les accueillir comme il se doit !

Correspondant

Et toujours les dons à faire à la caisse de grève :
Par virement : sur le compte SUD Poste Hauts de Seine : IBAN FR76 4255 9100 0008 0033 2571 214
Pour donner en ligne : <https://www.lepotcommun.fr/pot/kgmflk66>
Par chèque : envoyez vos chèques à l'ordre de SUD Poste 92, mention « solidarité grévistes au dos » à SUD Poste 92, 51, rue Jean-Bonal 92250 La Garenne-Colombes

ORDONNANCES MACRON

Un camouflet doublé d'une leçon de droit

Nous sommes décidément loin des débuts du quinquennat, quand tout semblait réussir au jeune prodige de l'Élysée et sa frénésie réformatrice. Outre la crise des Gilets jaunes, dont Macron semble incapable de se dépêtrer, le mois de décembre a été l'occasion pour Jupiter de comprendre qu'une de ses victoires majeures, la barémisation des indemnités de licenciement par les ordonnances de l'automne 2017, était sur le point de se transformer en défaite.

La victoire avait pourtant été facile. Pour corseter les juges prud'homaux, suspects de « mal juger » (alors qu'ils appliquaient prudemment la jurisprudence des cours d'appel), on n'avait pas hésité à faire fi de la séparation des pouvoirs et de l'indépendance de la justice. Les ordonnances, rédigées dans la torpeur de l'été, étaient passées en force par-dessus la faible mobilisation syndicale. Le Conseil d'État (CE), saisi, avait évacué la question du droit international pour complaire au pouvoir. Les patrons pouvaient sabrer le champagne tellement l'affaire semblait dans le sac.

Des décisions attendues

C'était aller un peu vite en besogne : le CE, tout de même prudent, avait laissé ouverte la porte aux « cas d'espèce » qui pouvaient se présenter. Et aujourd'hui nous y sommes : après une première décision favorable au barème (CPH du Mans, en septembre 2018), ce sont au moins trois conseils de prud'hommes qui ont rendu le mois dernier des jugements s'attaquant frontalement au plafonnement des indemnités pour licenciement abusif. C'est Troyes qui a ouvert le bal, avec cinq décisions dans le même sens, le 13 décembre. Puis c'est au tour d'Amiens (19 décembre) et Lyon (21 décembre) d'entrer dans la danse. Les conclusions les plus claires proviennent de Troyes, où les juges prud'homaux n'ont pas hésité à écrire que « ce barème viole la Charte sociale européenne et la Convention n°158 de l'OIT » et que « les barèmes prévus à l'article L. 1235-3 du code du travail sont donc inconvencionnels. » La ministre du Travail est immédiatement sortie de son rôle en condamnant la décision, évoquant avec mépris une « insuffisance de formation juridique » ! Elle aurait mieux fait d'écouter la leçon de droit qui venait de lui être assénée, ainsi qu'à son président et tout son gouvernement. En effet, pour les juristes, ces décisions étaient attendues.

Les textes internationaux ratifiés par la France (C158 OIT en 1989, CSE, en 1999) sont clairs, et tous deux exigent que les juges puissent accorder « une indemnité adéquate. » Des textes qui avaient été jugés d'application directe par le Conseil d'État et la Cour de cassation, puisque revêtant la forme de traités internationaux. Et il y avait au moins deux précédents – celui du CNE, déjà frappé d'inconventionnalité quelques années après son adoption, et la décision du comité européen des droits sociaux de condamner la Finlande en 2016, pour ses plafonds d'indemnisation bien plus généreux que ceux de la France (24 mois !).

Eh oui M. Macron ! Eh oui Mme Pénicaut, ne vous en déplaise, l'indépendance des juges, ça n'est pas une vue de l'esprit ! Quant au droit du travail, c'est une chose bien trop compliquée pour vous ! Réfléchissez-y la prochaine fois que vous pensez pouvoir le détruire sur des coups de menton. **Comité NPA Inspection du travail**

Et de fait, penser que la pédagogie de l'enseignantE dans sa classe peut être télécommandée par le ministère via des évaluations nationales montre, au-delà d'une méconnaissance des processus d'assimilation des savoirs, une volonté de prise en main managériale des personnels dès le premier degré, alors qu'ils n'ont pas de hiérarchie, au quotidien, sur leur lieu de travail. Alors que la deuxième session arrive et que nombre de consignes syndicales appellent à ne pas faire passer les évaluations, il est essentiel de démonter leur instrumentalisation politique.

Contre la remise en cause de la liberté pédagogique

Ces pilotages de l'école ne poussent qu'à l'anxiété, au bachotage et la sélection de plus en plus précoce. De même, l'obsession des performances et des résultats

comparés produit des savoirs étriqués, ignore la contextualisation des processus d'apprentissage, et les résultats des évaluations serviront d'alibis pour modifier les programmes de maternelle, faire adopter le salaire au mérite et/ou mettre en concurrence les écoles. La liberté pédagogique n'est pas un supplément d'âme des enseignantEs, mais au contraire la possibilité d'indépendance du savoir et de sa transmission par rapport aux différents gouvernements. Le gouvernement rêverait de faire des enseignantEs de simples exécutants mettant en application des méthodes pédagogiques « clé en main ». C'est d'ailleurs bien la logique qui a présidé à la casse de la formation des enseignantEs et à la future casse de leur statut. À quoi bon les former s'ils ne deviennent que de simples exécutants ? S'appuyant de plus en plus sur les neurosciences, le gouvernement Macron met en

place des méthodes pédagogiques qui, loin de donner les moyens aux enfants d'accéder à la culture, au sens critique et à l'épanouissement, feront d'eux une main-d'œuvre docile et « employable » rapidement sur le marché du travail.

Pas d'évaluation mais des moyens pour l'éducation !

Tout le monde le sait : pour une éducation de qualité, il faut des moyens. Réduire les effectifs dans les classes pour permettre aux enseignantEs de s'occuper de chaque élève. Réduire le temps des enseignantEs devant les élèves pour leur permettre de mieux concevoir leur enseignement. Mais c'est clairement la logique inverse qui s'applique : baisse du nombre de postes au concours de l'enseignement, fermetures de classes, baisses des dotations horaires globales, augmentation des heures sup obligatoires pour les profs du



PHOTO THÉÂTRE ROUGE / MARTIN NODA

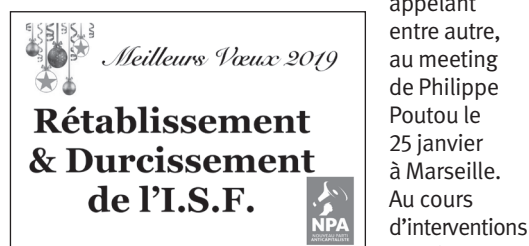
secondaire... Ça suffit ! L'augmentation des salaires, des embauches massives d'enseignantEs : voilà les revendications que nous devons imposer. Pour cela, pas d'autre solution : construisons une grève

de toute l'éducation ! Une journée de grève est appelée le 24 janvier. Il faut s'en saisir pour nous réunir et organiser un réel plan d'action pour l'éducation. **Denise Sarraute et Juliette Stein**



Les comités en action !

Marseille Les vœux anticapitalistes du NPA 13. Mercredi 16 janvier, le NPA 13 présentait ses «vœux anticapitalistes» en public. Devant un Palais de la Bourse décoré, pour l'occasion, de drapeaux rouges, et avec musique, un peu plus d'une vingtaine de militantes et militants marseillais distribuaient aux passantEs, des tracts



appelant entre autre, au meeting de Philippe Poutou le 25 janvier à Marseille. Au cours d'interventions au micro (dont une camarade militante CGT et gréviste des cantines scolaires), étaient accrochées aux grilles du Palais de grandes «cartes de vœux» exprimant les revendications du NPA: SMIC à 1800 euros, interdiction des licenciements, liberté de circulation pour les migrantEs, réquisition des logements vides, expropriation des banques et de la santé privée, etc. À Macron et ses sbires, nous n'avons adressé qu'un seul vœu: les voir défaits par la mobilisation populaire!

Cette apparition publique a aussi bien sûr été l'occasion de nombreuses discussions avec les passantEs qui ne manquaient pas de s'arrêter pour lire nos «cartes de vœux».

On a déjà pris rendez-vous pour les vœux 2020!

Correspondant

Gilets jaunes, grévistes, chômeu(ses)rs, sinistré(e)s... **FÉDÉRONS NOS LUTTES!**

MEETING

Avec **PHILIPPE POUTOU**
Porte parole du NPA

Avec la participation de salarié(e)s en lutte:

- Continière en lutte
- Postier en grève
- Macdo en lutte
- Hopitaux

Révolution en marche

À 19h30 / Vendredi 25 Janvier
Théâtre de la Comédie

107 bis boulevard Jeanne d'arc, 13005 Marseille
à 300m arrêt la Blancarde M1, à 400m arrêt Ste Thérèse T1

FETE ANNUELLE DU NPA 27

26.01.2019
AU MOULIN DE LOUVIERS

15h : nouvelles technologies... et l'humain dans tout ça?

Nanotechnologies, biotechnologies, neurosciences, intelligence artificielle, big data...
Sont-elles synonymes de progrès social, d'un avenir meilleur pour tou-te-s et tous?

TABLE RONDE AVEC DOMINIQUE CELLIER
(association Sciences Citoyennes)

18h : MEETING avec CHRISTINE POUPIN
Porte-parole du NPA

Construire le mouvement, préparer les élections européennes

Le CPN a fait l'objet de débats nourris par la mobilisation actuelle, pour la construction d'un mouvement de masse pour les salaires et contre Macron, et anticipant les prochaines élections européennes.

Depuis le dernier CPN (17 novembre), au tout début de la mobilisation des Gilets jaunes, la situation sociale et politique a nettement évolué avec le développement et l'ancrage du mouvement. La discussion a porté sur les difficultés de ce dernier, la place de l'extrême droite en son sein, mais aussi son potentiel de déstabilisation du pouvoir dans le contexte de la crise structurelle du capitalisme. La résolution adoptée (59,7% des voix exprimées) indique que « nous ne devons avoir aucune réticence sur l'investissement dans le mouvement. Il faut participer aux luttes telles qu'elles sont, avec leurs faiblesses et leurs préjugés, faire les expériences avec celles et ceux qui luttent, sans peindre la mobilisation en rouge mais en gardant en tête que c'est dans l'action que la conscience évolue. »

Une orientation pour construire le mouvement

Nous avons discuté des axes que nous défendons : « Nous sommes un parti militant, nous organisons en ce sens une intervention dans la lutte de classe en menant une orientation que nous défendons tout en construisant ce mouvement de manière sincère. [...] Les tâches de front unique se posent pour contribuer à unifier entre les Gilets jaunes et le mouvement ouvrier organisé. [...] Nous interpellons donc les cadres de front unique classiques tout en encourageant des appels larges, en particulier

dans les syndicats, pour la participation au mouvement, la grève et la bataille pour les salaires et contre Macron. [...] Nous défendons l'auto-organisation, en encourageant les discussions à la base, la construction de plateformes de revendications, de structures de coordination locales ou nationales, comme l'appel de Commercy. »

Construire dans les secteurs...

Nous avons également discuté de la nécessité de construire à partir de préoccupations plus sectorielles. C'est le cas, dans la jeunesse et l'éducation, comme l'a montré le début de mouvement avant les vacances, mais aussi dans les mobilisations pour le climat, et avec le mouvement des femmes. À propos de ce dernier,

Relancer la préparation des élections européennes et la souscription

La mobilisation nous a percutés, et notre souscription et notre capacité à nous présenter aux élections européennes sont sérieusement en danger. Mais, en même temps, « le mouvement des Gilets jaunes, la situation politique actuelle, nous montre, plus que jamais, la nécessité de faire entendre une voix anticapitaliste et internationaliste aux prochaines échéances électorales des Européennes » (motion votée à 93 % des voix exprimées).

Nous allons donc mettre les bouchées doubles pour travailler à récolter l'argent nécessaire et constituer notre liste. Dès maintenant, il s'agit de recontacter toutes celles et tous ceux qui sympathisent avec nos idées pour leur demander un geste financier pour récolter le million nécessaire au financement des professions de foi et des bulletins de vote.



le contexte international comme les manifestations des femmes Gilets jaunes montrent l'importance de construire « la grève internationale du 8 mars autour de la question des salaires mais aussi une grève de la reproduction sociale (qui permet de poser la question des tâches ménagères, des violences, du sexisme en général) ».

... et y défendre nos idées

La discussion a eu lieu également sur les mots d'ordre à mettre en avant : « Sur le plan revendicatif, la question des salaires est la question clé. »

Nous avançons aussi des mots d'ordre démocratiques, « qui remettent en cause l'ordre bourgeois. À cette étape, [...] il s'agit surtout de critiquer, de revendiquer de dégager Macron. »

Concernant la répression, « ce sont les conditions même de l'action politique et de notre militantisme qui sont en train d'être bouleversées, et la fuite en avant autoritaire du pouvoir, qui va de pair avec son incapacité à reprendre la main, est des plus inquiétantes. »

Enfin, « le combat contre les préjugés racistes, nationalistes, sexistes, homophobes fait partie de notre positionnement. » « L'urgence écologique rejoint celle de l'urgence sociale et démocratique. La genèse du mouvement des Gilets jaunes autour de la question du prix de l'essence montre la nécessité de les articuler. »

Au-delà, nous avons discuté de mots d'ordre plus propagandistes, afin de montrer qu'« il y a une autre issue à la crise capitaliste que la fuite en avant dans le libéralisme ou la réaction populiste d'extrême droite ». « Nous avançons la légitimité de celles et ceux d'en bas de gouverner, au contraire de Macron et des politiciens professionnels et des capitalistes, [...] des mots d'ordre sur la gratuité des transports, la réquisition des grandes entreprises, à commencer par les boîtes qui licencient, en particulier Ford, une planification écologique, le contrôle des travailleurEs sur l'économie » et la nécessité d'un « gouvernement des travailleurEs » pour appliquer un tel programme.

Antoine Larrache

Les Nôtres

Hommage à notre camarade Gilles Cazin

Gilles Cazin, notre camarade, notre ami, est décédé le 8 janvier, emporté par un cancer devenu impossible à soigner. Il a affronté cette échéance qu'il savait très proche avec une lucidité et un courage qui a sidéré tous ceux et celles qui ont pu le rencontrer au cours de cette dernière période.

C'est une épreuve pour notre camarade Régine, sa compagne et complice de toujours, ses enfants et petits-enfants. C'est aussi un ébranlement pour nous, ses camarades, pour tous ceux et toutes celles qui ont partagé ses indignations, ses colères, ses révoltes, ses combats contre ce système qui mutilait nos existences en exploitant, en opprimant, en semant la misère et la guerre et qui menace aujourd'hui jusqu'à la survie même de l'humanité. Salarié chez Renault et militant CGT, Gilles avait fait le choix de consacrer une partie importante de son énergie à construire, au sein de l'entreprise où il a usé sa vie et dans l'agglomération où il



DR

a vécu, son syndicat comme un outil de résistance élémentaire à la brutalité des politiques patronales. Dans le même temps, Gilles avait estimé indispensable d'apporter sa contribution à la construction

d'un parti se donnant pour tâche de préparer un changement radical, révolutionnaire de la société. C'est à ce projet révolutionnaire que Gilles avait déjà été gagné, dans les années 1970, par notre camarade René Cottrez, militant de la LCR à Renault Cléon. C'est dans cet esprit que depuis 2009, il avait pris toute sa place dans la construction du NPA. Pour plusieurs d'entre nous, avec le décès de Gilles, c'est une période de plusieurs dizaines d'années d'engagement et de combats communs qui vient de se clore.

Et en particulier celle qui a été marquée par toutes ces bagarres communes menées à l'intérieur de l'usine Renault de Cléon, contre une direction qui n'a jamais fait

de cadeaux, ni aux travailleurEs ni aux militantEs combattant véritablement sa politique.

Militer n'empêchait pas Gilles d'aimer profondément la vie, la culture, le cinéma, les voyages, la musique et la lecture ; il mettait un point d'honneur à partager son amour de la bonne cuisine et du bon vin lorsqu'il recevait les copains et copines ou qu'il participait à des fêtes. C'est ce côté bon vivant que l'on aimait aussi chez lui.

Parti, Gilles nous laisse désormais la tâche de poursuivre les combats qui ont été les siens, jusqu'au bout de sa vie.

Nous tenons à assurer Régine, sa compagne, et toute sa famille de notre fraternelle amitié.

Ses camarades de Rouen et d'Elbeuf

Cinéma

Sorry to Bother You, de Boots Riley

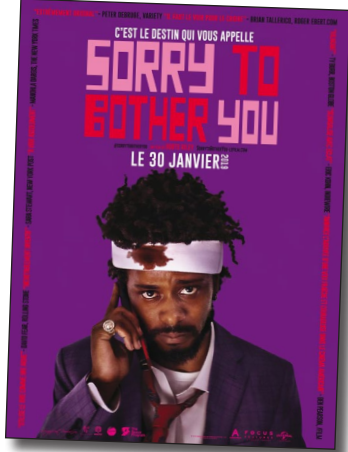
Film étatsunien, 1h45, sortie le 30 janvier 2019.

Rien ne peut vraiment préparer à ce film. Essayons d'en résumer l'intrigue : Cassius Green, jeune noir vivant à Oakland en Californie, réussit à décrocher un boulot de télévendeur. Rapidement, il se rend compte de l'absurdité du travail qui lui est demandé et, qui plus est, il essuie échec après échec. Mais un collègue lui conseille d'utiliser une « voix de blanc », ce qui lui permet de devenir rapidement un employé modèle, puis d'être promu. On découvre un univers à la fois terriblement réaliste et grotesque : le patron de l'entreprise où travaille Cassius est un « patron branché » à la Steve Jobs, star des médias, gourou du capitalisme 2.0. L'émission vedette regardée par les travailleurEs est un spectacle absurde et cruel où les candidatEs se font tabasser pour gagner des prix. Pendant les coupures publicitaires, une entreprise propose une « vie sans souci » : contrat à vie, logement

sur le lieu de travail, autrement dit... l'esclavage. Si le propos est cruellement réaliste, le traitement cinématographique use largement du fantastique : Cassius débarque littéralement chez ses clientEs potentiels (en crevant le plafond) à chaque fois qu'ils et elles décrochent le téléphone, les spectacles télévisés et les fêtes organisées par son patron virent à l'orgie fellinienne, sans parler du tour carrément science-fictionnel que prend le film dans sa dernière partie.

Un film grand public... et marxiste

Drôle, coloré, bourré d'action, *Sorry to Bother You* réussit à être accessible au grand public tout en étant porteur d'un message politique fort. Il va plus loin, de ce point de vue, que la simple peinture d'un monde dystopique : la capacité de résistance des travailleurEs est au cœur du film. Qu'il s'agisse d'un



début d'organisation syndicale, d'un collectif d'agit-prop qui suscite l'agacement toujours croissant des autorités ou d'une révolte de mutants, le réalisateur Boots Riley a eu à cœur de montrer que même dans un monde où l'exploitation et l'oppression semblent tout dominer, il est possible de changer les choses par l'action collective.

Cela n'a rien d'étonnant pour qui connaît son parcours : si *Sorry to Bother You* est son premier film, Riley a une longue carrière musicale derrière lui, notamment comme leader du groupe de rap The Coup. Il y a toujours exploré les questions politiques de façon à la fois frontale et distrayante, que ce soit du point de vue de la musique ou de l'humour de ses textes. Loin de se cantonner à un simple « libéralisme » répandu dans la gauche US, il s'est toujours déclaré explicitement communiste, marxiste, tout en prenant pleinement en compte la dimension raciale du système capitaliste. Il n'y a rien d'évident à réaliser un film qui combine finesse de perception politique avec une esthétique foisonnante, à mille lieues de toute lourdeur didactique. Cerise sur le gâteau et signe des temps, *Sorry to Bother You* a été le succès surprise de 2018 au box-office américain, ce qui devrait permettre à Boots Riley de continuer son travail cinématographique et aux genres du film fantastique et du film politique de continuer à se fertiliser l'un l'autre. **Sylvestre Jaffard**

Cinéma

Un violent désir de bonheur, de Clément Schneider

Film français, 1h15, sorti le 26 décembre 2018.

Il n'y a pas que sur les ronds-points que les questions posées par la Révolution française se posent à nouveau : au cinéma aussi on observe un regain d'intérêt pour la période. Mais nous avons ici affaire à un objet d'un tout autre ordre qu'*Un peuple et son roi* : une vision très originale, loin des poncifs du film historique.

Une vision poétique et subjective de la révolution

Dès le générique, où retentit « The Revolution Will Not Be Televised » de Gil Scott-Heron, on comprend qu'il s'agit d'une méditation sur « la révolution en général », un genre de révolution rêvée, plutôt que des événements spécifiques relatés. Plus tard dans le film on entendra Patti Smith et Marianne Faithfull. Une clé de ce film déconcertant arrive avec le générique de fin : une bibliographie où figurent en bonne place Éric Hazan et le Comité invisible. Et, de fait, on retrouve dans le film les qualités (un certain lyrisme, une attention à la subjectivité) et les défauts (un certain impressionnisme politique) de ces auteurs. Petit clin d'œil aux luttes actuelles, l'intrigue se situe dans la vallée de la Roya. Un monastère s'apprête à être exproprié par l'armée révolutionnaire qui approche. Le personnage central, un jeune moine idéaliste, s'oppose d'abord aux sans-culottes en les sermonnant sur la vanité de la violence. Cependant, en conversant avec les nouveaux occupants il finit par trouver des vertus à la *Déclaration des droits de l'homme* et finit par adopter l'uniforme républicain. La violence des révolutionnaires continue cependant de lui répugner, tout comme son rôle d'officier et la nécessité de discipliner les excès sanguinaires de ses hommes. Dans le nouvel entourage de notre héros, il n'y a qu'une femme, noire, dont on comprend qu'elle est une esclave échappée — trait symbolique



plutôt appuyé, elle se prénomme Marianne. Elle montre rapidement envers l'ex-moine une sollicitude charnelle qui trouve sa réciproque. Les deux tourtereaux prennent la poudre d'escampette et le film tourne dès lors à l'idylle champêtre. À ce stade, une critique : certes, faire d'une femme noire le symbole de la révolution est évidemment bienvenu. On oublie trop souvent le rôle des soulèvement d'esclaves des colonies françaises dans le processus de radicalisation en

métropole. Mais était-il nécessaire de rendre son personnage littéralement muet pendant la plus grande partie du film, au risque d'assumer qu'il s'agit d'un pur fantasme de notre moineillon défroqué ? C'est d'autant plus dommage que le film réussit globalement son coup : présenter une vision poétique, subjective de la révolution, des processus personnels qui se développent d'autant mieux dans une période de bouleversement général. **Sylvestre Jaffard**

Cinéma

Ayka, de Sergey Dvortsevov

Film kazakh, 1h50, sorti le 16 janvier 2019.

Moscou, un hiver particulièrement froid et neigeux. Une jeune femme au visage asiatique s'évade de l'hôpital où elle vient d'accoucher. Elle souffre des séquelles de l'accouchement mais, malgré une hémorragie, court dans la neige pour rejoindre un sous-sol sordide où des femmes plument et conditionnent des poulets. Le patron fuit sans les payer. Ayka se remet à courir à travers Moscou en quête d'un travail. Un travail où on ne lui demandera pas de papiers en règle. Son téléphone ne cesse de sonner.

Course éperdue

Peu à peu se révèlent les éléments de l'histoire d'Ayka et les causes de sa course éperdue. Elle est kirghize : le Kirghizistan, ancienne république de l'URSS à la frontière chinoise, désormais indépendant, est rongé par la corruption et la misère, d'où une forte émigration

vers la Russie. Venue à Moscou comme beaucoup de ses compatriotes, avec l'espoir de monter un atelier de couture, Ayka s'est endettée auprès d'usuriers ; en retard dans ses remboursements, elle est pourchassée par des gros bras : ce sont eux qui ne cessent de la menacer au téléphone. Les immigrésEs, surexploitésEs au travail, sont aussi la proie de marchands de sommeil plus ou moins en cheville avec la police qui y trouve une source supplémentaire de revenu. Sergey Dvortsevov dit au départ avoir été inspiré par une statistique étonnante : « En 2010 dans les maternités de Moscou, 248 nouveaux-nés ont été abandonnés par leurs mères venues du Kirghizistan [alors même que ce sont] des femmes issues d'une culture bâtie autour des liens familiaux ». Aucune lueur d'espoir ne semble devoir croiser la destinée d'Ayka. La performance de Samal Yeslyamova est remarquable et lui a valu un prix



d'interprétation féminine à Cannes. À certains moments, l'addition des malheurs de son héroïne peut lasser les spectateurEs. Mais son histoire renvoie à la réalité des parcours des nombreuses femmes que l'immigration soumet à des épreuves encore plus dures que les hommes. **Henri Wilno**

BD

46^e festival d'Angoulême

Du 24 au 27 janvier.

Placé sous la présidence du grand auteur américain Richard Corben, le 46^e festival d'Angoulême compte bien encore décoiffer la planète BD cette année.

Le festival s'ouvrira dès le mercredi 23 janvier au soir avec la proclamation publique du Grand Prix 2019. La profession (les auteurEs) a déjà voté une première fois et désigné trois noms qui seront départagés à Angoulême. Deux hommes et une femme, tous les trois déjà auteurs cultes :

- le français Emmanuel Guibert (54 ans). Son œuvre est à la fois exigeante et novatrice dans la forme. Que ce soit pour traiter la montée du nazisme (*Brune*) ou la guerre en Afghanistan (*le Photographe*) ;
- la japonaise Rumiko Takahashi (60 ans) est l'auteur de bandes dessinées la plus vendue au monde, notamment avec son fameux *Eisner Hall*. Reine du « shonen manga », elle affiche ouvertement son progressisme dans un Japon toujours très conservateur ;
- l'étatsunien Chris Ware (50 ans) a commencé sa carrière sous l'aile protectrice du grand Art Spiegelman. Il a su rapidement trouver son style et créé des personnages originaux (*Jimmy Corrigan*) et même cassé la forme de l'album de bande dessinée avec ses *Building stories*.



Programmation copieuse

Si le suspense est entier pour la proclamation du Grand Prix, la programmation du festival est connue et copieuse¹. Musique et dessins avec la Philharmonie de Paris sur des illustrations du conte *Hansel et Gretel*, et jazz avec le musicien Christophe Chassol et le dessinateur Brecht Evens qui improviseront en live. Plus de 30 expositions (gratuites et payantes) couvriront l'ensemble du spectre de la BD en commençant par le « comics » halluciné de Corben² tandis que Batman, qui fête ses 80 ans, prendra son envol des remparts de la ville vers l'Alpha médiathèque, que Manara célébrera Caravage à l'Espace Franquin et que les auteurs de manga seront largement affichés. Chapiteaux commerciaux des éditeurs et ateliers sauvages dans les rues se côtoieront comme tous les ans. L'évènement culturel du 9^e art à ne pas manquer !

Sylvain Chardon

1 – Programme complet et tarifs sur <http://www.bdangouleme.com>.

2 – L'auteur ne sera pas présent pour des raisons de santé.

COMMANDEZ TOUS VOS LIVRES À LA

★ la-breche.com librairie

27 rue Taine 75012 Paris

Tél. : 01 49 28 52 44 – Fax : 01 49 28 52 43

Horaires d'ouverture :

Lundi : 14 h – 20 h, mardi au samedi : 12 h – 20 h

« L'élection de Bolsonaro est la conséquence directe de la crise économique qu'affronte le Brésil depuis quelques années »

Entretien. Pour évoquer l'arrivée du pouvoir du candidat d'extrême droite Jair Bolsonaro, nous avons rencontré l'économiste marxiste **Myllène Gaulard**, enseignante-chercheuse à l'université Grenoble-Alpes¹. Une version longue de cet entretien est disponible dans la revue mensuelle l'Anticapitaliste du mois de janvier.

En quoi la situation économique et sociale – terriblement inégalitaire – du Brésil explique-t-elle le développement du bolsonarisme ?

L'élection de Bolsonaro est la conséquence directe de la crise économique qu'affronte le Brésil depuis quelques années. Subissant un ralentissement depuis 2012, l'économie brésilienne s'est même confrontée à une récession en 2015 et 2016, avec une baisse du PIB de près de 7% sur ces deux années, la plus grave crise connue par ce pays depuis la décennie 1980. Les conditions de vie de la majorité des Brésiliens continuent actuellement de se dégrader, avec un taux de chômage qui est passé de 6,5% à 13% de la population active entre 2011 et 2018. Le travail informel, non déclaré auprès des autorités et donc non couvert par la sécurité sociale, s'est remis à augmenter pour concerner plus de la moitié de la population, et les programmes d'austérité mis en place depuis 2015, déjà sous la deuxième présidence de Dilma Rousseff, aggravent encore davantage la situation. Depuis 2016, il est même inscrit dans la Constitution que les dépenses publiques seront gelées pour les vingt prochaines années, ce qui risque d'impacter les catégories les plus pauvres de la population. Il ne faut effectivement pas oublier que si le Brésil reste l'un des pays les plus inégalitaires au monde, les inégalités de revenus n'avaient pas cessé de baisser depuis la fin de la décennie 1990, aussi bien grâce aux politiques sociales développées par Lula comme la Bourse famille ou le quadruplement du salaire minimum sur toute la décennie 2000, que grâce à la maîtrise de l'inflation qui pénalisait jusqu'au milieu de la décennie 1990 les couches les plus modestes de la population. Mais c'est surtout la reprimarisation [priorité accordée à la production et l'exportation des matières premières – NDLR] de l'économie brésilienne qui a permis de recruter de plus en plus de travailleurs non qualifiés et de diminuer les inégalités régionales. La chute des cours des matières premières observée depuis 2012 a finalement brisé cette douce illusion d'une émergence qui profiterait aussi aux plus pauvres. Ces derniers se retrouvent les premiers concernés par la crise. Face à cette situation, une partie des Brésiliens ont manifesté, par le biais du vote Bolsonaro, leur hostilité aux politiques qui les ont conduits jusque là. La révélation d'une multitude d'affaires de corruption depuis dix ans tend à accroître encore davantage ce rejet d'une élite politique qui n'a pas été capable de percevoir les dangers de leur politique économique ayant mené notamment à la désindustrialisation du pays.

Quelle responsabilité du PT et de son bilan au pouvoir ?

Alors que Lula était présenté comme le candidat d'une gauche « radicale », et ce au point de faire chuter, au cours de la première année de sa présidence, en 2003, les flux entrants d'investissements directs étrangers,



Jair Bolsonaro. WIKIMEDIA COMMONS

les intérêts des classes dirigeantes n'ont pas du tout été bouleversés durant les treize ans où le PT a dirigé le pays. Bien au contraire. Les taux d'intérêt ont été maintenus à des niveaux extraordinaires, faisant du Brésil l'un des pays les plus attractifs pour les spéculateurs. Par ailleurs, alors qu'il s'était appuyé sur le Mouvement des sans-terre dans sa course à la présidence, Lula, de même que Dilma Rousseff après lui, n'a pas hésité à nommer des représentants de l'agrobusiness et des grands propriétaires fonciers aux ministères de l'Agriculture et du Développement agricole/agriculture familiale (ce dernier a même vu ses compétences transférées au ministère du Développement social en 2016...). Si les intérêts des catégories les plus privilégiées de la population ont été préservés, ceux des plus pauvres furent donc particulièrement piétinés. En raison du poids des impôts indirects et d'une charge fiscale qui connaît une augmentation constante depuis la décennie 1980, les 10% les plus pauvres paient toujours davantage d'impôts, en pourcentage de leurs revenus, que les 10% les plus riches. Confrontée à un déficit public de 10,2% du PIB en 2015, Dilma Rousseff a directement mis en application le programme d'austérité pourtant proposé par son principal adversaire à l'élection présidentielle de l'année précédente, avec des baisses drastiques du côté des dépenses sociales. Ce qu'on retient généralement du bilan du PT, c'est surtout cette baisse des inégalités que j'évoquais précédemment. Celle-ci s'explique pourtant davantage par la reprimarisation de l'économie brésilienne, dans un contexte de hausse artificielle des cours à l'échelle mondiale, que par les programmes sociaux comme la Bourse famille dont l'impact fut davantage médiatique que social ou économique (seul 0,4% du PIB est consacré à ce programme destiné à fournir un revenu minimum aux 25% les plus pauvres). Il est vrai que Lula et le PT ont obtenu l'appui de régions comme le Nordeste qui ont vu durant la décennie 2000 leur taux de pauvreté baisser, avec une diminution constante des inégalités régionales durant toute la décennie, mais cette évolution était purement conjoncturelle, causée par les besoins

croissants des entreprises de l'époque en main-d'œuvre non qualifiée et en matières premières. Les classes populaires urbaines sont aujourd'hui beaucoup moins enthousiastes sur le bilan du PT.

Le Brésil est composé de grands mouvements populaires et a une tradition de luttes syndicales importantes ; de plus, le PSOL² – à son échelle encore modeste – a réussi à consolider son assise politique et électorale dernièrement. Comment vois-tu la réorganisation des résistances sociales et politiques dans les mois à venir face à une menace autoritaire, et même fasciste ?

Les mouvements sociaux se sont particulièrement radicalisés depuis la décennie 2000, sûrement en raison du sentiment de nombreuses couches de la population d'avoir été trahies par le PT au pouvoir. La grève des camionneurs, protestant contre la hausse des prix du carburant, a littéralement paralysé le pays pendant quinze jours l'été dernier, avec le soutien de la majorité des Brésiliens. Un peu semblable au mouvement des Gilets jaunes en France, cette grève fut accusée d'être infiltrée par l'extrême droite uniquement parce qu'elle n'était pas

contrôlée par les partis et organisations traditionnelles. L'utilisation des nouvelles technologies, des réseaux sociaux et messageries instantanées comme WhatsApp a permis de lancer un mouvement d'une ampleur considérable, cela se renouvellera sûrement. Depuis 2013, le rôle des réseaux sociaux est une constante dans les grands mouvements. À voir, maintenant, si cette nouvelle forme de mobilisation et de contestation, plus spontanée que les anciens mouvements sociaux placés sous l'autorité des syndicats et partis politiques, sera plus à même de défendre les intérêts des Brésiliens...

Le parti issu en partie de l'aile gauche du PT (en 2004), le PSOL, est de son côté effectivement en train de réunir ses forces pour faire front face aux prochaines attaques contre les travailleurs, mais la perte de confiance de la population vis-à-vis des partis politiques me laisse plutôt sceptique sur sa capacité à rassembler sur le court terme. Il est vrai que la CUT et plusieurs autres centrales syndicales ont réussi à mobiliser dans une grève générale 40 millions de Brésiliens le 28 avril 2017, un record depuis au moins 20 ans, mais compte tenu de l'ampleur des réformes observées l'année dernière sur le marché du travail, le résultat était moins important que prévu. Le 30 juin 2017, le même appel à la grève générale fut un échec... Mais rien n'empêche que, loin du pouvoir, toutes ces organisations finissent par regagner une certaine légitimité pour s'opposer frontalement au nouveau gouvernement dans les prochains mois, voire années.

Propos recueillis par Franck Gaudichaud

1 – On lui doit notamment : *Karl Marx à Pékin. Les racines de la crise en Chine capitaliste*, Paris, Demopolis, 2014 et *Économie du Brésil*, Paris, éditions Bréal, 2011, dont une deuxième édition actualisée vient d'être publiée.

2 – Parti socialisme et liberté (en portugais : Partido Socialismo e Liberdade).

L'image de la semaine



Vu ailleurs

MUTILÉES POUR L'EXEMPLE. Ils ont perdu une main ou un pied à cause d'une grenade. D'autres ont perdu un œil, suite à un tir de LBD 40. Ils garderont un handicap, des cicatrices ou des gênes à vie pour avoir simplement manifesté, en France. Ils se disent « mutilés pour l'exemple » et témoignent dans une vidéo commune. [...]

« Je m'appelle Antoine. J'ai 26 ans. Le 8 décembre dernier j'ai perdu ma main en ramassant une GLI-F4. Sur Twitter j'ai eu pas mal de commentaires qui me traitaient d'abruti d'avoir ramassé cette grenade. Je sais pas si j'ai été idiot, je pense surtout avoir été naïf. Naïf de penser que la police n'était pas capable d'envoyer de la TNT sur un manifestant. Mais le débat n'est pas de savoir si j'ai été stupide ou non. Le débat est de savoir pourquoi la police utilise des armes aussi dangereuses contre nous. » C'est ainsi que débute la vidéo réalisée par « Les mutilés pour l'exemple ». S'ensuivent d'autres témoignages, photos à l'appui, comme celui d'Axelle, victime d'un tir de flashball au visage pendant la manifestation des gilets jaunes le 8 décembre : « J'ai une fracture à la mâchoire, une brûlure au deuxième degré et un trismus qui m'empêche de m'alimenter et de parler correctement. »

Antonio a été blessé le 24 novembre : il a reçu à ses pieds une grenade GLI-F4 qui a traversé sa chaussure et s'est incrustée dans son pied droit. Début janvier, il était toujours en arrêt de travail. « Le plus dur c'est pas physiquement, c'est psychologiquement de se faire tirer dessus en allant manifester » témoigne Thomas, victime d'un tir de flashball au visage le 8 décembre. [...]

Les « mutilés pour l'exemple » ne sont pas encore un collectif formel, mais ils pourraient bien le devenir. Il s'agit au départ d'une rencontre entre Robin Pagès, mutilé au pied par une grenade GLI-F4 à Bure le 15 août 2017 et des blessés du mouvement des gilets jaunes. « Nous partageons des souffrances difficile à imaginer pour les autres, et nous n'en pouvons plus de voir grossir nos rangs », explique t-il à Basta !.

« J'avais une activité professionnelle physique, je jouais au foot avec mon fils. Ma vie a été bousillée par cette grenade », souligne t-il. Ils ont décidé d'appeler, pour le 2 février prochain, à un « acte XII » pour l'interdiction des grenades GLI-F4 et GMD (grenade à main de désencerclement) ainsi que des LBD 40 (ex-flashball). Ils donnent rendez-vous à 14h devant tous les commissariats et gendarmeries de France. [...]

Sophie Chapelle, « Gravement blessés, des manifestants appellent à un "acte XII" pour l'interdiction des grenades et flashballs », *Bastamag*, 17 janvier 2019.

l'Anticapitaliste

Pour découvrir notre presse, profitez de notre promotion d'essai :

10€ = 3 MOIS D'HEBDO
ainsi qu'un numéro cadeau de notre revue mensuelle

s'abonner par chèque, cochez la formule d'abonnement retenue et et renvoyez-nous le formulaire accompagné de votre règlement (**chèque à l'ordre de NSPAC**) à : NSPAC, 2 rue Richard-Lenoir - 93108 Montreuil Cedex

FRANCE ET DOM-TOM					
Tarif standard			Jeunes/chômeurs/précaires		
Hebdo	☐ 6 mois 28 €	☐ 1 an 56 €	☐ 6 mois 20 €	☐ 1 an 40 €	
Mensuel	☐ 6 mois 22 €	☐ 1 an 44 €			
Hebdo + Mensuel	☐ 6 mois 50 €	☐ 1 an 100 €	☐ 6 mois 38 €	☐ 1 an 76 €	
Promotion d'essai			Hebdo + 1 Mensuel offert	☐ 3 mois 10 €	

ÉTRANGER
Joindre la diffusion au 01-48-70-42-31 ou par mail : diffusion.presse@npa2009.org

s'abonner par prélèvement automatique, cochez la formule de prélèvement retenue et renvoyez-nous le formulaire accompagné d'un RIB à : NSPAC, 2 rue Richard-Lenoir - 93108 Montreuil Cedex

Tarif standard		Jeunes/chômeurs/précaires	
Hebdo	Hebdo + Mensuel	Hebdo	Hebdo + Mensuel
☐ 14 € par trimestre	☐ 25 € par trimestre	☐ 10 € par trimestre	☐ 19 € par trimestre

Titulaire du compte à débiter
Nom : Prénom :
Adresse :
Code postal : Ville :
Mail :

Désignation du compte à débiter
IBAN :
BIC :

Mandat de prélèvement SEPA
En signant ce formulaire, vous autorisez NSPAC à envoyer des instructions à votre banque pour débiter votre compte, conformément aux instructions. Vous bénéficiez du droit d'être remboursé par votre banque selon les conditions décrites dans la convention que vous avez passée avec celle-ci. Une demande de remboursement doit être présentée dans les huit semaines suivant la date de débit de votre compte pour un prélèvement autorisé.
Numéro ICS : FR4322254755

Date : Signature obligatoire :
www.npa2009.org